

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 490 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 490
Août - Octobre 2008
45^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- La clairvoyance des experts économiques
- Italie: Alitalia: la lutte doit rompre avec l'emprise du collaborationisme et du chantage patronal !
- Montreal: émeute contre la répression policière
- Venezuela: Nationalisation de Sidor et «contrôle ouvrier» (1)
- A propos de 1968 en Italie: Lutte Ouvrière, les étudiants et les «bordiguistes» (1)

AFGHANISTAN A bas l'impérialisme français !

L'embuscade dans laquelle est tombée cet été une colonne de soldats français est un des signes de la dégradation continue de la situation militaire des troupes de la coalition. Le premier argument asséné par la propagande impérialiste pour justifier l'intervention militaire en Afghanistan est que la guerre menée là-bas contre les insurgés est indispensable pour mettre en échec les «terroristes» enrégimentés qui voudraient détruire notre civilisation, notre bien-être, notre démocratie; mais à côté des ravages que cause et que va causer la crise financière, la menace que constituerait les guerilleros afghans apparaît plus que dérisoire!

Un autre argument est que la présence des soldats de la coalition est vitale pour défendre les droits et les libertés des femmes afghanes et de la population; c'est le vieil argument cousu de fil blanc selon lequel ce serait uniquement pour apporter la civilisation, mettre en pratique les idéaux de justice, de liberté, etc., qu'ont été déclenchées toutes les brutales guerres de rapine, toutes les sanglantes expéditions coloniales.

En réalité la liberté des femmes et plus généralement le sort des masses, sont le cadet des soucis des troupes de la coalition et du gouvernement fantoche de Karzai (dont les partisans n'ont d'autre souci que de s'enrichir au plus vite y compris en développant à outrance la production et le trafic de drogue); les bombardements de la population civile suffiraient à le démontrer: il ne s'agit pas là en effet d'accidents ou de bavures, mais d'une pratique, vraiment terroriste, cohérente et voulue d'intimidation ou de punition collective de la population; les médias n'en ont guère parlé, mais le village le plus proche de l'embuscade où sont tombés les Français a été ainsi rasé quelques jours plus tard par les troupes de la coalition... C'est si vrai que face aux difficultés croissantes sur le plan militaire, Kouchner, en accord avec les hauts responsables de la coalition, appelle maintenant à négocier avec les Talibans, ces «barbares» que Sarkozy dénonçait avec émotion il y a seulement quelques semaines!

La conclusion est claire: il n'y a aucune raison humanitaire ou démocratique pour

(Suite en page 3)

Malgré ses crises Le capitalisme ne s'effondrera que sous les coups de la lutte prolétarienne

La crise financière qui a réellement débuté à l'été 2007 avec les premières faillites de fonds spécialisés dans les fameuses *subprime* américains, n'a cessé depuis de prendre inexorablement de l'ampleur avant d'entrer dans sa phase aiguë à partir de la fin de cet été.

Pendant un an les plus hauts responsables financiers et politiques du monde, relayés par tous les médias internationaux, en ont constamment minimisé la portée, se félicitant bruyamment, après chaque accès de fièvre spéculative, de la promptitude des banques centrales et des gouvernements à administrer le remède adéquat au système financier, et annonçant régulièrement la fin de la crise et la poursuite de la croissance économique.

Mais à partir de mi-septembre les discours lénifiants ont laissé la place aux déclarations les plus alarmistes: la raison en est que la crise a commencé à échapper à tout contrôle, le système financier non seulement américain mais international, comme un malade en phase terminale, ne réagissant plus aux remèdes de cheval qui se succédaient à un rythme toujours plus rapides: «sauvetages» de banques en difficultés, décision du gouvernement américain de reprendre à son

compte les créances douteuses des banques, injections gigantesques de liquidités, baisses de taux historiques décidés par les Banques centrales internationales, etc.

Dans les derniers jours du mois de septembre la crise financière atteignait de plein fouet l'Europe, dont les discours officiels vantaient contre toute évidence la solidité des banques (de grandes banques européennes, de l'UBS suisse au Crédit Agricole français, sans parler de la Northern Rock britannique tombée en faillite en novembre dernier, avait avoué depuis des mois avoir perdu des milliards d'euros!).

Le 26 septembre le ministre de l'économie allemand déclarait encore fièrement qu'en raison de leur crise, les Etats-Unis allaient perdre leur statut de «superpuissance financière» et qu'un nouvel équilibre mondial multipolaire allait émerger dans lequel l'euro et les économies de sa zone feraient jeu égal avec le dollar et l'économie américaine.

Quelques jours suffirent pour montrer la fragilité de ces vœux de l'impérialisme allemand: la grande banque belgo-hollandaise Fortis (n°1 en Belgique où la moitié des foyers y auraient des comptes, n°2 en Hollande) était renflouée in extremis par une action commune des gouvernements bel-

ges, hollandais et luxembourgeois, la banque Dexia (dont les clients en France sont essentiellement les collectivités locales) par les gouvernements français et belge; tandis que le gouvernement allemand était contraint d'organiser le sauvetage de la banque immobilière Hypo Real et que les premières inquiétudes se faisaient jour sur la première banque italienne, Unicredit.

L'espoir que les pays européens allaient mieux résister à une crise spécifiquement américaine, devait cependant définitivement s'envoler à l'issue de la première semaine d'octobre; non seulement ces premiers sauvetages échouaient, non seulement la situation s'aggravait brutalement en Grande Bretagne, mais en outre, malgré les affirmations répétées du contraire, les pays européens se révélaient incapables d'agir de façon coordonnée, chaque pays ne songeant qu'à sauver ses intérêts propres, fut-ce au détriment de ses partenaires.

L'Allemagne et la Grande-Bretagne, encore convaincus de leur supériorité, s'opposaient résolument à toute perspective de création d'un fonds européen commun de sauvetage des banques proposé par les

(Suite en page 2)

Amadeo Bordiga

LA QUESTION TROTSKY

Les trotskystes célèbrent actuellement le soixante dixième anniversaire de la fondation de la «IVe Internationale» par Trotsky et ses camarades. Nous avons déjà traité de ce thème sur ces colonnes et nous y reviendrons encore à l'avenir (1). Pour l'heure il nous a semblé intéressant de republier un article de 1925 par lequel Amadeo Bordiga et la Gauche communiste d'Italie se solidarisaient avec l'ancien chef de l'Armée Rouge en butte aux violentes attaques de la direction du parti russe et des partis affiliés à l'Internationale Communiste.

En Italie, profitant de l'arrestation de ses principaux dirigeants par les fascistes, l'Internationale avait remplacé en 1923 l'ancienne direction de gauche du Parti Communiste opposée aux dérives tactiques qui se multipliaient dans l'action des PC, par une nouvelle direction plus obéissante autour de Gramsci et Togliatti. Mais celle-ci restait très minoritaire dans le parti, comme le démontra la Conférence clandestine tenue à Côme au printemps 1924 (2).

Pour s'imposer, il lui faudra non seulement mener une lutte politique déloyale, mais utiliser tous les moyens administratifs permis par la fameuse «bolchévisation» des PC en 1925; tout en prétendant les rapprocher de la classe ouvrière en mettant à leur base les cellules d'entreprise, celle-ci revenait en fait à édifier un appareil bureaucratique tout puissant sous prétexte de les relier entre elles.

La «question Trotsky» fut mise à l'ordre du jour d'une session du Comité Central du PC d'Italie, le 6 février 1925, après que le Comité Central russe ait rendu son verdict. Dans la période précédente, une série d'articles avaient été publiés pour discréditer

Trotsky, en Italie comme dans les autres pays, articles auxquels Bordiga fait allusion dans son texte.

Alors que la Gauche demandait l'ouverture d'une discussion véritable dans le parti sur cette question, le CC manifesta avec empressement sa solidarité avec les décisions de la direction du parti russe. La motion adoptée comportait, entre autres, cet avertissement: «Il est enfin évident que l'on doit considérer comme contre-révolutionnaire toute attitude qui tendrait à répandre dans le parti une méfiance générale envers les organismes dirigeants de l'Internationale et du parti russe, soit en déformant pour cet objectif la question Trotsky, soit en revenant sur des questions définies par le Ve Congrès» (3).

Deux jours plus tard, Bordiga répondait en envoyant au quotidien du parti, «L'Unità» (un titre qui reflétait bien l'orientation frontiste de la direction), son article, qui fit l'effet d'une «bombe». A tel point qu'il ne fut publié, avec un texte de la direction pour le réfuter, qu'en juillet, c'est-à-dire après plusieurs mois de manoeuvres internes et de mesures bureaucratiques pour liquider l'in-

fluence de la Gauche (Bordiga lui-même avait été démis de la direction de la Fédération napolitaine du parti sous prétexte qu'il était trop surveillé par la police!).

Dans cet article, Bordiga se solidarisait avec les critiques émises par Trotsky à propos de l'échec de la révolution en Allemagne, en les accentuant encore sur la question du frontisme. Au Ve Exécutif Elargi de l'IC (21 mars- 6 avril 1925) où n'était présent aucun membre de la Gauche, Zinoviev déclara que Bordiga avait fait une «cabriole de l'extrême-gauche à la droite», à cause de son «incompréhension du rôle du Parti Communiste dans la période de ralentissement de la révolution; (...) dans le refus de relier la tactique du Front unique et les revendications partielles à notre activité dirigée vers le but final». C'est pourtant la funeste tactique du **front unique politique** et du **gouvernement ouvrier** qui avait été une des causes de l'échec allemand, en faisant dépendre l'insurrection du bon vouloir des sociaux-démocrates «de gauche»...

(1) Voir par exemple: «A propos de la fondation de la IVe Internationale: sans programme révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire», Le Prolétaire n°446 (Septembre-Octobre 1998).

(2) A cette réunion dans les Alpes, participèrent 67 cadres du parti. Pour la Gauche votèrent 35 secrétaires de fédérations sur 45, 4 des 5 secrétaires interrégionaux, le délégué de la Fédération des Jeunesses et 1 membre du Comité Central; la direction recueillit les voix de 4 secrétaires fédéraux

(Suite en page 5)

Malgré ses crises Le capitalisme ne s'effondrera que sous les coups de la lutte prolétarienne

(Suite de la page 1)

Hollandais, les Français et les Italiens: l'union européenne signifie que chacun agit à son niveau expliquait sèchement la chancelière allemande lors du «mini-sommet» du 3 octobre, qui n'arriva donc à aucune décision. L'Etat irlandais avait décidé unilatéralement le 30 septembre de garantir la totalité des dépôts dans ses banques; il fut sévèrement critiqué lors du sommet par les responsables anglais et allemand pour qui cela signifiait une concurrence déloyale pour leurs propres banques; mais durant le week-end du 4-5, le gouvernement allemand, confronté à l'échec du sauvetage d'Hypo Real et à la détérioration inattendue de la santé de son système financier, décidait, lui aussi de façon complètement unilatérale, de prendre la même mesure; dans l'urgence les gouvernements autrichiens et danois étaient contraints eux aussi à décréter dans la nuit la garantie des dépôts bancaires pour éviter une fuite des capitaux vers l'Allemagne!

Les Britanniques, furieux du revirement allemand, n'avaient pas d'autre choix que de recourir à une mesure «extrême» pour préserver leur propre système financier: ce sera la proposition d'une quasi-nationalisation de ses principales banques. Le gouvernement du Royaume Uni proposera aux autres pays européens de suivre son exemple, ce qu'ils refuseront comme un seul homme... pendant quatre jours.

De même la décision unilatérale du gouvernement hollandais de nationaliser la branche locale de Fortis pour sauvegarder ses intérêts nationaux, sans même en informer ses «associés» belge et luxembourgeois, obligera ses derniers à faire de même: la seule réaction véritablement internationale à la crise dans la dite «Europe unie», prenait ainsi misérablement fin!

Pour compléter le tableau, il faut citer le cas de la petite Islande (non adhérente à l'Union européenne) qui connaissait depuis quelques années un boom économique record, fondé sur une croissance exubérante de ses activités financières. Touchée de plein fouet par la crise économique, se trouvant virtuellement en faillite selon les dires de son gouvernement, elle décidait la nationalisation de ses banques et le gel concomitant des dépôts qui s'y trouvait, dont plusieurs dizaines de milliers sont britanniques (notamment des comptes ouverts par des municipalités), que l'Etat islandais serait bien en peine de rembourser. La Grande-Bretagne réagit en utilisant une loi... anti-terroriste pour bloquer les fonds islandais se trouvant dans des banques britanniques!

Etat donné son degré de gravité, la crise ne peut pas ne pas raviver tous les antagonismes nationaux qui existent y compris au sein de ce **cartel d'Etats** que constitue l'Europe, rendant problématique toute action commune d'une certaine ampleur. Cette incapacité des Européens à décider une action commune n'a pas peu contribué à l'affaiblissement de la monnaie unique, l'euro, par rapport au dollar et au yen; elle démontre de façon éclatante la fragilité de la dite «construction européenne», et l'incapacité insurmontable de l'Europe à se présenter comme un rival potentiel aux Etats-Unis sur la scène mondiale.

La deuxième semaine d'octobre a vu la crise financière atteindre son paroxysme à la suite de l'échec de toutes les tentatives de plus en plus désespérées d'y mettre fin: ni le fameux plan américain Paulson aux 700 milliards de dollars, ni les interventions des banques centrales, les décisions britanniques, ni même les appels du président de la BCE à «reprendre ses esprits» alors que la

crise frappait de plein fouet la deuxième économie mondiale, le Japon, n'ont pu empêcher les bourses mondiales de connaître un véritable **krach**.

S'il n'y a eu jusqu'ici, à l'exception de la bourse de Moscou et de certaines bourses d'Amérique Latine, que peu d'effondrements comparables en une seule séance, la plupart des bourses ont connu, à l'issue de baisses continues, la pire semaine depuis le krach de 1929 comme à Paris, parfois pire que 1929 comme à New York: La bourse a ainsi baissé en une semaine début octobre de 19,8 % à Wall Street contre 13,17% en 1987 et 9,12% en 1929; de 24% à Tokyo, 22,5% au Brésil, 21,6% à Francfort, 21,5% à Paris, 19,8 % à Madrid, 19,3% en Inde... (1)

CRISE DE LA FINANCE? CRISE DU CAPITALISME!

Selon les «explications» les plus courantes, la crise actuelle serait due à l'excès de crédits répandus par la «cupidité» de banquiers sans scrupules et à l'insuffisance des réglementations et régulations des activités financières. Vieille rengaine, que l'on ressort à chaque crise! Marx se moquait déjà d'une commission parlementaire anglaise qui attribuait la cause de la crise économique de 1857-58 à «l'excès de spéculation et à l'abus de crédit»; et il répliquait: «De quelle nature sont donc les rapports sociaux qui suscitent presque régulièrement ces périodes d'automatisme, de surspéculation et de crédit fictif? Dès lors qu'on l'a découverte, on arriverait à une alternative toute simple: ou bien la société peut contrôler les conditions sociales de la société, ou bien celles-ci sont immanentes à l'actuel système de société. Dans le premier cas, la société peut éviter les crises, dans le second elle doit les subir comme le changement naturel des saisons, tant que subsiste le système» (2).

Il s'est écoulé cent cinquante ans depuis que ces lignes ont été écrites et démonstration a été faite et refaite que la société capitaliste est incapable de se contrôler et incapable d'empêcher le retour périodique des crises, qui la surprennent à chaque fois. Les écrits marxistes donnent le mécanisme de ces crises périodiques du capitalisme; par exemple Engels, dans «L'Anti-Dühring»:

«Depuis 1825, date où éclata la première crise générale, la totalité du monde industriel et commercial, la production et l'échange de l'ensemble des peuples civilisés et de leurs satellites plus ou moins barbares se détraquent environ une fois tous les dix ans... Le commerce s'arrête, les marchés sont encombrés, les produits sont là aussi en quantités aussi massives qu'ils sont invendables, l'argent comptant devient invisible, le crédit disparaît, les fabriques s'arrêtent, les masses travailleuses manquent de moyens de subsistance pour avoir produit trop de subsistance, les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées; l'engorgement dure des années, forces productives et produits sont détruits en masse jusqu'à ce que les masses de marchandises accumulées s'écoulent enfin avec une dépréciation plus ou moins forte, jusqu'à ce que production et échange reprennent peu à peu leur marche.

Progressivement l'allure s'accélère, passe au trot, le trot industriel se fait galop et ce galop augmente à son tour jusqu'au ventre à terre d'un *steeple chase* complet de l'industrie, du commerce, du crédit et de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver... dans le fossé du krach» (3).

Par rapport au dix-neuvième siècle, le capitalisme s'est énormément développé, il a gagné toute la planète, mais ses lois de

fonctionnement n'ont pas changé. Comme toujours, c'est l'engorgement des marchés, la **surproduction**, qui provoque la crise, même quand, comme aujourd'hui, cette crise se manifeste d'abord avec plus d'éclat comme une crise **financière**, provoquée par la «spéculation» et la disparition du crédit (particulièrement le crédit interbancaire qui est vital pour la circulation des capitaux).

Les bourgeois, leurs experts et leurs politiciens de droite ou de gauche, démontrent qu'ils ne comprennent rien à la marche de leur économie lorsqu'ils ne proposent comme solution à la crise que des réformes pour réglementer et encadrer l'activité bancaire et financière: ils ne veulent ni ne peuvent voir que c'est le mécanisme fondamental de la production capitaliste qui provoque inévitablement des crises de plus en plus violentes jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'autre perspective qu'une nouvelle guerre mondiale pour détruire les forces productrices en surnombre et recommencer un nouveau cycle d'accumulation - à moins que la révolution prolétarienne renverse le capitalisme. Il est bien possible qu'ils arrivent à conjurer le krach financier, à sauver les établissements bancaires, à rétablir le crédit grâce à la mise en oeuvre de tous les moyens étatiques, jusqu'à la nationalisation du secteur bancaire qui signifie que l'Etat devient la banque (ou vice-versa!); si tout va bien, la crise financière pourra alors être «résolue» (au prix d'un endettement pharamineux des Etats), mais la crise économique qui en a été la véritable **cause**, sera toujours là!

LE SPECTRE DE 1929

L'ampleur de la crise financière actuelle, sa profondeur et son extension mondiale sont telles que tous les commentateurs, tous les médias parlent d'une crise financière comparable à celle de 1929, même s'ils ajoutent aussitôt qu'elle n'aura pas les mêmes conséquences, parce que les responsables ne feront pas les mêmes erreurs, les leçons de la crise des années trente ayant été tirées. On pourrait leur faire remarquer que depuis une quinzaine d'années les gouvernements américains successifs, sous la pression des financiers, se sont employés à faire disparaître les garde-fous qui avaient alors été mis en place, et que tout le monde jure maintenant de réinstaller...

Mais le plus important est de savoir ce qu'il faut-il penser de cette comparaison. Il n'y a guère de doute que l'ampleur de la crise financière suffirait à elle seule pour conclure que la récession économique mondiale sera

bien plus grave que les récessions des 25 dernières années; mais la référence à 1929 renvoie à une crise d'ampleur historique qui, à la différence des récessions plus ou moins accentuées qui rythment le mouvement économique du capitalisme, a des conséquences brutales et durables non seulement sur la croissance économique, mais aussi sur l'équilibre politique et social des pays touchés comme sur l'équilibre politique international.

Notre courant a toujours soutenu que l'expansion économique sans précédent connue par le capitalisme depuis la fin de la deuxième guerre mondiale déboucherait inévitablement sur une **grande crise générale de surproduction** - du type de 1929 pour fixer les idées- qui reposerait l'alternative guerre ou révolution.

Tant que le capitalisme a des perspectives de croissance, il est en effet capable d'amortir les tensions sociales et il est par conséquent vain d'espérer l'ouverture d'une période révolutionnaire (c'est ce que ne pouvaient pas assimiler les *immédiatistes* soixante-huitards qui avaient comme devise «prendre ses désirs pour la réalité»). Mais quand il est menacé d'asphyxie par la surproduction, il lui faut s'attaquer sans retenue aux prolétaires pour dégager à tout prix des profits, tout en préparant la guerre qui par des destructions massives de biens, de marchandises, de forces productives - y compris de forces productives humaines, les prolétaires - lui permettra de résoudre la crise et de redémarrer un nouveau cycle d'accumulation.

En sommes-nous là? Pour essayer de répondre, voyons quelles sont les caractéristiques de «1929», prise comme exemple classique de grande crise de surproduction, telles qu'elles sont définies dans des travaux du parti (4). Elles vont bien au delà de la classique chute boursière du lundi noir (28 octobre) où la bourse de Wall Street perdit 13% (baisse record qui ne sera dépassée que lors du krach d'octobre 1987); car si l'effondrement brutal de la bourse signait de façon spectaculaire l'éclatement de la crise, la récession économique avait commencé dans les mois précédents; c'est cette récession qui provoqua en dernière analyse l'éclatement de la «bulle» boursière spéculative qui, à son tour, eut des conséquences dévastatrices sur l'économie.

Commencée en 1929, la crise se termina en 1932; 1933 est en effet une année de reprise, quoiqu'encore hésitante. Malgré les très importantes mesures d'interventions étatiques dites du «New Deal», une

La clairvoyance des experts économiques

Le «Forum Economique Mondial» est ce que les anglo-saxons appellent un «think tank», un groupe d'experts économiques chevronnés, qui est surtout connu pour sa réunion annuelle à Davos en Suisse de tous les gros bonnets du capitalisme et de la finance mondiale. Mais il réalise aussi différentes études économiques; il vient ainsi de publier au début du mois de septembre son premier «Financial Development Report».

Ce *Rapport sur le développement financier* passe en revue et classe 52 pays sur une échelle qui va de 1 à 7, selon la force de leurs marchés financiers; parmi les critères retenus, il y a la qualité des lois et réglementations financières, l'«environnement des affaires», la possibilité de crises financières, etc.

Dans ce classement, ce sont les Etats-Unis qui sont n°1 et qui ont donc le meilleur développement financier (score de 5,85), immédiatement suivis par la Grande Bretagne (5,83)!

Les points particulièrement positifs (7 sur 7) sont, selon le rapport, la libéralisation du secteur financier domestique (bonjour les subprimes!), l'efficacité des banques, le marché des «produits dérivés» (ce qu'on appelle maintenant, après le krach, les produits «toxiques» ou «empoisonnés»). Les auteurs commentent: «Les banques américaines sont classées comme les plus efficaces dans le monde

dans des domaines comme la concentration bancaire, les marges d'opération et les taux d'intérêt. De même ses marchés financiers émergent comme les meilleurs avec une force supérieure à la moyenne des marchés d'actions (...). Les établissements financiers non bancaires comme les banques d'investissements et les sociétés d'assurance se classent parmi les premiers, etc».

Les actionnaires des banques d'investissement et sociétés d'assurance américaines en faillite comme les boursiers lessivés par les récentes chutes de Wall Street pourront peut-être trouver un réconfort en lisant ce qu'écrivaient les «experts» il y a quelques semaines encore...

Pour l'anecdote ce rapport (qui sera sans aucun doute rapidement mis au pilon!) classait ensuite parmi les meilleurs (score supérieur à 5): l'Allemagne, le Japon, le Canada, la France, la Suisse, Hong Kong, la Hollande et Singapour: il suffit de jeter un oeil aux performances boursières de ces pays pour constater qu'il avait vraiment mis dans le mille!

Pour être juste, il faut reconnaître que nos experts suisses ne sont pas plus bêtes que le très célèbre économiste Irving Fisher qui à la veille du krach de 1929 assurait que les actions avaient atteint un «haut plateau permanent»; ou plutôt que leur bêtise est celle de leur classe sociale...

violente rechute eut lieu en 1937-38, elle connut une solution rapide dans... le déclenchement de la guerre mondiale qui relança à une échelle gigantesque la production.

Lors des 3 années de cette crise, la production industrielle, qui est l'indice le plus significatif, accusa une baisse de 44%, ce qui correspond à une baisse moyenne de 17,5% par an. En 1929 le chômage n'était que de 3,2%: il atteignit le chiffre énorme de 23,5% en 1932, soit une augmentation moyenne annuelle de 8%. Le chiffre des indices boursiers montre une baisse moyenne de 37,5%.

Outre ces éléments, une caractéristique très importante de la crise de 1929 a été la **déflation**, ce cauchemar que redoutent encore aujourd'hui les capitalistes: les prix de gros (prix à la production) baissèrent de 12% en moyenne par an (le prix au détail, au consommateur, baissèrent aussi, mais, comme toujours, dans une moindre mesure). Enfin la baisse des salaires est le dernier critère important de la crise, tout en notant qu'il est en partie compensé par la baisse des prix à la consommation: les capitalistes souffrirent peut-être plus de la crise que les prolétaires (du moins tant que ceux-ci avaient un emploi): de 1929 à son minimum de mars 1933, le salaire hebdomadaire moyen dans l'industrie baissa de 56%, tandis que les prix à la consommation baissaient de 28% (5).

En résumé, une grande crise catastrophique de surproduction au sens marxiste du terme, est marquée par une chute générale des prix à la production, une sévère diminution de la production, une forte augmentation du chômage, une baisse des salaires, un effondrement des profits - et tout cela pendant plusieurs années -, et pas seulement par un krach boursier.

L'évolution du capitalisme depuis quatre-vingt ans ne peut pas ne pas avoir des conséquences sur l'éclatement et le déroulement d'une grande crise de surproduction: d'un côté, l'importance beaucoup plus grande du poids de l'Etat dans l'économie, même après la cure de «libéralisme» suivie dans les dernières décennies, permet au capitalisme d'amortir les secousses et lui donne des armes de politique «anticyclique» sans commune mesure avec ce qui existait en 1929, comme on peut le constater sous nos yeux; de l'autre l'hypertrophie du secteur financier et la généralisation de l'économie de dette à une échelle autrefois inconnue tout en accroissant l'instabilité potentielle du système, rendent énormément plus problématiques les interventions étatiques (au point de menacer de faillite des Etats eux-mêmes!) (6); tandis que la «mondialisation», c'est-à-dire l'internationalisation accrue de l'économie et l'accélération de la circulation des flux financiers à l'échelle de la planète, diminuent parallèlement les possibilités d'action des Etats nationaux. Les forces productives sont devenues plus puissantes et plus importantes que les structures bourgeoises étatiques qui cherchent à les contrôler!

La crise actuelle se présente à première vue avant tout comme une crise financière, et sur ce plan elle semble pour l'instant **plus grave** que celle de 1929; non seulement la chute des indices boursiers annuels est assez nettement plus importante qu'à l'époque, mais on a assisté depuis un an à l'effondrement d'institutions financières et à une crise du crédit qui n'avait eu lieu à l'époque que plus tardivement, et ceci en dépit des interventions massives et répétées des Banques centrales et des Etats.

Mais pour ce qui est des autres critères, la différence avec la crise des années trente est frappante: la production industrielle n'accuse encore dans les grands pays qu'une diminution beaucoup plus faible: les derniers chiffres disponibles (juillet ou août, suivant les pays) indiquent une variation par rapport à l'année précédente, de -1,5% pour les Etats-Unis, -1,7% pour l'aire euro (-2% pour la France, -3% pour l'Espagne, -3,2% pour l'Italie, mais +1,7% pour l'Allemagne), -2% pour le Canada, -2,3% pour la Grande Bretagne, la palme revenant au Japon: -6,9% (tandis que la Chine annonçait +12,8%!); le chômage ne recommence à augmenter que depuis peu pour atteindre 6,1% aux Etats-

Unis, 7,5% dans la zone euro et 4,2% au Japon (les statistiques sur le chômage sont peu compatibles d'un pays à l'autre, et en général sont parmi les moins fiables) (7); les profits des entreprises américaines n'ont baissé que de 3,8% (en rythme annuel) au deuxième trimestre, essentiellement dans le secteur financier, après une forte croissance pendant 4 ans jusqu'au milieu de 2007; les autorités financières luttèrent non contre la déflation mais contre un retour de l'inflation; quant aux salaires, si une prévision américaine indique que le salaire moyen connaîtra dans ce pays une **baisse** sans précédent depuis les années trente, cette baisse annoncée ne dépasserait guère les 10% (8) etc.

En un mot le capitalisme ultramoderne du vingt-et-unième siècle, grâce aux méthodes d'intervention étatique dans l'économie inaugurées il y a quatre vingt ans par le fascisme et l'impérialisme rooseveltien, a jusqu'ici réussi à **freiner** la crise, à l'**amortir**, à en **différer** les conséquences.

Réussira-t-il finalement à empêcher qu'elle éclate dans toute sa force?

Il est impossible d'écarter cette alternative; mais une telle victoire capitaliste ne serait qu'une victoire à la Pyrrhus: au lieu de connaître une crise violente mais relativement brève, il se retrouverait avec une crise plus larvée mais prolongée dont il lui serait beaucoup plus

difficile de se relever, et au prix d'une crise future rendue encore plus grave et insurmontable par les moyens utilisés pour combattre l'actuelle...

LE CAPITALISME NE S'AUTODÉTRUIRA PAS!

Fin septembre le ministre social-démocrate allemand de l'économie, Peer Steinbrück, affirmait dans une interview au «Spiegel» que «certaines parties de la théorie de Marx ne sont pas si fausses» et en particulier celle selon laquelle «le capitalisme finira pas s'autodétruire à force de cupidité»; le 15 octobre Ségolène Royal lui faisait écho en proclamant dans un meeting: «Marx a dit le capitalisme va s'autodétruire et bien nous y voilà!». En réalité Marx a dit que le capitalisme créait avant tout ses propres fossoyeurs - ce qui est **complètement différent**.

Quelle que soit l'évolution de la crise actuelle, même si elle se révélait être le début de la grande crise catastrophique attendue par les marxistes, une chose est sûre: le capitalisme ne s'autodétruirait pas, pas plus que ne se sont «autodétruits» les modes de production qui l'ont précédé dans l'histoire de l'humanité.

Seule une **révolution** au cours de laquelle

les classes opprimées renversent par la guerre civile la domination de l'ancienne classe dominante, peut renverser l'ancien mode de production dont cette dernière est l'agent, et en instaurer un nouveau qui correspond au niveau atteint par les forces productives. «A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale» (9).

En discourant sur son «autodestruction» du capitalisme, les laquais du capitalisme veulent éviter que les prolétaires comprennent qu'ils sont seuls capables d'être les **fossoyeurs** de celui-ci; autrement dit que la destruction du capitalisme ne peut être le résultat que de leur lutte révolutionnaire.

Tant que le prolétariat ne trouvera pas, sous les coups des attaques capitalistes qui vont redoubler, la force de se lancer

(Suite en page 4)

(Suite de la page 1)

soutenir les interventions impérialistes - même non militaires, comme les propose hypocritement le PCF! - qui répondent tou-

jours et uniquement à des intérêts capitalistes. La dénonciation de toutes ces interventions, la lutte contre toutes les campagnes organisées pour les soutenir, sous quelque prétexte que ce soit, est un élément indispen-

sable de la propagande en faveur de la réorganisation classiste du prolétariat et de l'union de tous les prolétaires. C'est dans ce but que nous avons diffusé le tract ci-dessous.

AFGHANISTAN

A bas l'impérialisme français !

La mort de dix soldats d'un régiment de parachutistes et les blessures d'une vingtaine d'autres lors d'un combat avec les insurgés constitue une sanglante défaite pour les troupes françaises qui depuis six ans sont présentes en Afghanistan. Le gouvernement a réagi en faisant un maximum de publicité à l'événement et en organisant une cérémonie à grand spectacle. Présentant les «jeunes» soldats comme des victimes quasiment innocentes de «barbares», il a voulu susciter l'émotion afin de la transformer en solidarité avec les troupes françaises au combat et en soutien à l'intervention en Afghanistan.

Sarkozy a ainsi déclaré: «la France est résolue à poursuivre la lutte contre le terrorisme, pour la démocratie et la liberté. La cause est juste, c'est l'honneur de la France et de ses armées de la défendre»; selon le ministre des Affaires Etrangères Kouchner, les soldats «sont tombés en se battant pour ce qui est une part de la liberté du monde».

Une telle opération de propagande répugnante ne pouvait réussir qu'avec la collaboration des partis d'opposition, qui n'ont pas fait défaut: tandis que MG Buffet, exprimant «l'émotion forte du PCF», affirmait: «C'est d'abord aux familles de ces soldats que je pense. Des familles durement touchées par cette tragédie»; par l'intermédiaire de son porte-parole Julien Dray, le PS témoignait «sa grande émotion et son total soutien aux familles et aux proches des parachutistes français victimes des affrontements en Afghanistan»; il ajoutait: «nous sommes solidaires de tous les militaires français actuellement engagés sur des terrains d'opération extérieurs difficiles». Quatre jours plus tard, le gouvernement afghan reconnaissait qu'un bombardement américain venait de faire 76 morts civils, «surtout des femmes et des enfants». Qui sont les barbares? En tout cas, «la France» - c'est-à-dire les politiciens de la classe dominante - ne s'en est pas émue...

Les troupes françaises en Afghanistan n'ont pas été les victimes d'une «tragédie» ou d'«affrontements» dont elles ne seraient pas responsables; depuis plusieurs années, elles combattent une insurrection (qui contrôlerait aujourd'hui une bonne partie du pays) dans le cadre d'une coalition militaire dirigée par les Etats-Unis - coalition perçue par la plupart de la population afghane non comme des libérateurs amicaux, mais comme une troupe d'occupation soutenant un régime fantoche.

Pendant la campagne électorale, Sarkozy avait annoncé qu'il rapatrierait les soldats français d'Afghanistan, en expliquant entre autre: «aucune armée étrangère n'a réussi dans un pays qui n'était pas le sien (...). Aucune. Quelle que soit l'époque, quel que soit le lieu». Mais au lieu de retirer les soldats, il a décidé d'en envoyer 700 de plus. Ceci s'explique, non par la soudaine découverte d'un péril terroriste dans ce pays, mais par des sordides marchandages avec l'impérialisme américain. Embourbé en Irak et donc pour le moment incapable d'envoyer assez d'hommes en Afghanistan, ce dernier fait depuis des mois pression sur ses alliés pour qu'ils y augmentent leur contingent de chair à canons et de matériel, quitte à leur accorder quelque chose en échange. Comme par hasard, il a récemment

autorisé la firme française Total à revenir sur les champs pétroliers irakiens sécurisés par son armée...

Les troupes de la coalition internationale ne luttent absolument pas «contre la barbarie», pour la libération des femmes ou le bonheur des populations. Non seulement le régime mafieux afghan actuel - qui maintient les mêmes discriminations envers les femmes que les régimes religieux précédents - qu'elles soutiennent par des dizaines de milliers de combattants ainsi que d'importantes subventions, n'a rien fait pour améliorer les conditions de l'écrasante majorité de la population qui vit toujours dans la misère la plus noire; mais comme le reconnaissait l'ONU elle-même il y a deux ans, «la priorité donnée à la libéralisation économique» a renforcé «des intérêts mutuels qui unissent les grandes entreprises et les tenants du pouvoir militaire», aggravant les inégalités; la population est l'une des plus pauvres de la planète. Mais si misérable qu'il soit, l'Afghanistan occupe une situation stratégique en Asie: c'est ce qui explique que tour à tour Russes et Américains l'aient envahi, après les Anglais autrefois. Tant pis pour les populations!

En Afghanistan, en Afrique et ailleurs, les soldats français ne défendent que des intérêts strictement impérialistes. Si l'impérialisme français n'est plus l'impérialisme le plus puissant, il a été historiquement l'un des plus meurtriers et il reste encore dominant dans une partie de l'Afrique. Soutien de régimes assassins comme au Tchad, complices d'un génocide comme au Rwanda ou supplétifs de l'impérialisme américain comme en Afghanistan, les troupes françaises envoyées à l'étranger sont toujours au service en définitive des grands groupes capitalistes qui déterminent la politique extérieure et intérieure de l'Etat bourgeois en fonction de leurs profits.

Les travailleurs n'ont aucun soutien à apporter aux interventions militaires car ceux qui envoient des soldats semer la mort et la désolation là-bas, sont ceux qui ici les exploitent, les condamnent à la misère, et qui n'ont jamais hésité à les massacrer et les réprimer. L'ennemi des prolétaires ne se trouve pas dans les montagnes afghanes, il est ici: leur ennemi de classe, c'est la bourgeoisie, son système économique et son Etat. Toute solidarité avec les actions de la bourgeoisie affaiblit les travailleurs, les désarme face aux patrons, parce qu'elle empêche l'indépendance de classe nécessaire pour leur résister.

La seule guerre juste, c'est la guerre de classe pour renverser le capitalisme, français et international!

C'est cette guerre qu'il faut commencer à préparer dès aujourd'hui en refusant toute solidarité interclassiste, en combattant toute union nationale dans la guerre ou dans la paix, en reprenant la voie de la lutte indépendante de classe.

Impérialisme français, hors d'Afghanistan, d'Afrique et d'ailleurs !

A bas le capitalisme mondial!

Vive la révolution communiste internationale!

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

22/08/2008

Le capitalisme ne s'effondrera que sous les coups de la lutte prolétarienne

(Suite de la page 3)

dans cette lutte décisive, tant qu'il ne trouvera pas la force des s'organiser pour elle, aussi bien sur le plan politique (parti révolutionnaire communiste) qu'économique (syndicat de classe), le capitalisme réussira à se sortir de toutes ses crises et à se préparer à imposer sa solution: une nouvelle boucherie mondiale, encore plus destructrice que les deux précédentes à cause de ses décennies d'expansion au cours desquelles se sont créées des quantités gigantesques de forces productrices en surnombre.

Telle est l'alternative que pose historiquement le cours du capitalisme; telle est l'alternative que doit rappeler la crise actuelle aux prolétaires.

(1) Il est vrai que le lundi suivant, les bourses du monde, alléchées par les millions de dollars et d'euros promis par les gouvernements bourgeois, ont connu des hausses historiques; mais l'enthousiasme s'est dissipé rapidement et dès le mercredi elles connaissent de nouveaux plongeurs, tout aussi historiques! Cette volatilité des cours boursiers est typique des périodes de krach: au lendemain des journées noires d'octobre 29, les cours de Wall Street flambèrent de 18%. La seule différence est qu'aujourd'hui cette volatilité est encore plus grande et surtout plus durable.

(2) K. Marx, «New York Tribune», 4/10/1858. cf Marx Engels, «La crise», Ed 10/18 1978, p. 201-202.

(3) Engels «l'Anti-Dühring», Socialisme, ch.2. Editions Sociales, 1973, p.312.

(4) cf «La récession américaine de 1929 annonce-t-elle un nouveau 1929?», *Programme Communiste* n°4.

(5) Chiffres de statistiques américaines cités par E. Varga, «La crise économique, sociale, politique», reprint Ed Sociales 1976.

(6) Outre la petite Islande, les financiers estiment supérieur à 80% le risque d'un défaut de paiement - c'est-à-dire d'une faillite - du Pakistan, de l'Argentine, de l'Ukraine, la Hongrie et la Turquie étant, elles aussi, menacées, de même que le Kazakhstan et la Lettonie. cf *Financial Times*, 14/10/08.

(7) cf *The Economist*, 11-17/10/2008

(8) cf *International Herald Tribune*, 16/10/2008

(9) K. Marx, Introduction à la «Contribution à la critique de l'économie politique». Ed. Sociales 1977, p.3.

Montreal: émeute contre la répression policière

À Montréal des émeutes sans précédent au Canada ont éclaté dans la nuit de dimanche à lundi 11 août au terme d'une manifestation dénonçant la mort d'un jeune immigré hondurien de 18 ans, Freddy Villanueva. Celui-ci avait été abattu samedi par la police dans le parc Henri-Bourassa, dans un quartier prolétarien de la ville, Montréal Nord. 85000 personnes habitent dans ce quartier, dont 40% sous le seuil de pauvreté; le taux officiel du chômage y est de 12% contre seulement 8% pour le reste de la province du Québec. Il y a une forte proportion d'immigrés latino-américains et haïtiens qui sont soumis aux vexations policières et connaissent souvent des discriminations à l'embauche (1).

Selon les informations de la presse et de radio Canada, quelque 500 policiers furent déployés sur les lieux, mais ils ont eu fort à faire pour contenir les émeutiers, qui ont mis le feu à une vingtaine d'endroits et se sont livrés à des «actes de vandalisme». Deux policiers ont été blessés au cours de l'opération, dont une agente qui a reçu une balle à la jambe. Un ambulancier a aussi reçu un cock-

tail Molotov. Un cameraman a été frappé et des cailloux ont été lancés en direction de voitures de reportages. Sept voitures appartenant à des pompiers travaillant dans une caserne située près du parc ont notamment été brûlées. Une autre voiture a aussi été incendiée et le feu s'est propagé à un immeuble du boulevard Rolland. Six personnes ont été arrêtées.

Freddy est mort samedi après avoir reçu trois balles lorsqu'un agent de police a fait feu sur des jeunes qui, selon la version des autorités, se seraient rués sur une policière. Deux autres personnes ont été blessées. Selon la police, les agents, qui cherchaient à appréhender un individu recherché qu'ils venaient de repérer en train de jouer aux dés, auraient été encerclés par une vingtaine de jeunes dans le parc. Le jeune homme interpellé était le frère de Freddy Villanueva.

Les policiers prétendirent évidemment avoir ouvert le feu contre des jeunes (désarmés !) pour se défendre, mais tous les témoins ont indiqué que c'était le policier qui frappait un des jeunes qui a tiré sur son frère

quand il s'est approché en protestant.

Les médias présentent les victimes des policiers et les émeutiers comme des membres de gangs; les policiers, relayés par divers journaux ont parlé d'«agitateurs professionnels» qui se seraient mêlés aux manifestants! En réalité, un jeune interviewé par Haïti Press Network, Maxime, 23 ans, parlait des rapports entre la police: «Ici, la police agit comme une forme de gang. La différence c'est qu'il s'agit d'un gang avec autorité». Autrement dit, la brutalité et l'impunité policières sont de règle.

Un représentant de la communauté haïtienne s'est lamenté à Radio Canada: «C'est une révolte contre l'ensemble du système!» Soulignant que «ce ne sont pas seulement les policiers qui ont été pris à partie, mais l'ensemble des institutions», il estimait que les événements de dimanche étaient prévisibles dans le contexte tendu du quartier conjugué à la mort du jeune Freddy; selon lui la colère des jeunes de la communauté noire de Montréal-Nord est exacerbée par le «profilage» racial (les noirs et autres basanés sont

ITALIE

Alitalia: la lutte doit rompre avec l'emprise du collaborationnisme et du chantage patronal !

Les premiers mois du nouveau gouvernement dirigé par Berlusconi ont été marqués sur le plan social par la question du sort de la compagnie aérienne nationale Alitalia, à la quelle il avait promis d'apporter une solution rapide, sans douleur et... spécifiquement italienne. Mais c'est seulement à la fin de l'été que s'est fait jour un tel projet, autour de la banque Intesa San Paolo (la deuxième banque italienne) et d'un groupe hétérogène d'investisseurs et de capitalistes (dont les patrons de la petite compagnie aérienne Volare qui devaient en être les bénéficiaires immédiats).

Ce projet était bien loin des mirifiques promesses électorales de Berlusconi: la future Alitalia sera ramenée à la dimension d'une compagnie régionale, avant de rejoindre dans quelques années le giron de l'une des grandes compagnies qui luttent pour la suprématie mondiale: Air France, Lufthansa, ou British Airways; entre-temps les travailleurs doivent subir des milliers de licenciements, des fortes

pertes de salaires et une augmentation importante de la charge de travail. Ce plan a été adopté presque immédiatement par les syndicats les plus collaborationnistes (avec la demande de certains d'entre eux d'être protégés contre la colère des minorités jusqu'aboutistes!), mais il a suscité une résistance spontanée de la part de beaucoup de travailleurs, pilotes y compris. Lors des manifestations et occupations on a pu entendre le slogan à destination des repreneurs: «Meglio failliti che entre le mani de questi banditi!» (Mieux vaut la faillite que tomber entre les mains de ces bandits!). Mais finalement, sans perspective après le ralliement des syndicats traditionnels à ce plan et l'abandon des petits syndicats prétendument «combatifs», c'est la mort dans l'âme qu'ils durent se résigner à accepter la défaite constituée par ce «sauvetage» d'Alitalia.

Nous publions ci-dessous un tract diffusé par nos camarades d'Italie.

La crise de l'Alitalia conduit inexorablement à son redimensionnement, qu'elle soit rachetée par d'autres compagnies aériennes ou qu'elle fasse faillite et soit vendue au prix de liquidation. Depuis au moins dix ans la compagnie nationale est dans une situation critique, non pas parce que les pilotes, les assistants de vol ou le personnel au sol seraient surpayés - comme le sont au contraire les grands dirigeants et les conseillers en tout genre, mais parce que chaque groupe politique a voulu se tailler sa part de pouvoir, de prébendes et des possibilités de clientélisme, comme cela se passe dans toute entreprise publique.

Comme chacun sait, la crise de l'Alitalia a été un argument électoral utilisé par le centre-droit, par Berlusconi et la Ligue en particulier, pour démontrer leur attachement à l'honneur patriotique du capitalisme national: la compagnie nationale devait rester sous les couleurs italiennes!

La vente à Air France-KLM a été ainsi violemment condamnée dans laquelle tous les 20 000 salariés n'auraient pas été repris; le projet prévoyait que l'Etat italien prenne à sa charge la montagne de dettes accumulées par Alitalia, les 3500-4000 travailleurs jugés en surnombre par l'acquéreur, et que les salaires soient révisés à la baisse. Air France aurait repris la partie la plus rentable de l'entreprise italienne en laissant de côté la partie déficitaire.

Le gouvernement [de centre gauche] Prodi qui utilisait lui aussi la crise de l'Alitalia pour sa campagne électorale en soutenant la solution de la vente à Air France; mais les patrons français demandaient un accord solide tant avec le gouvernement sortant (Prodi) qu'avec l'éventuel nouveau (Berlusconi); ce dernier refusa, ce qui provoqua l'échec de la vente, bien plus que le refus temporaire des syndicats à cet accord. Il était par ailleurs donné comme établi qu'Alitalia ne devait plus rester une entreprise d'Etat, mais devait être vendue à des investisseurs privés.

La droite assura qu'un groupe d'entrepreneurs italiens étaient prêts à se substituer à

Air France, Alitalia pouvant ainsi... rester italienne, non grâce à l'Etat mais grâce à l'entreprise privée.

Comme toutes les promesses électorales, cette promesse devait misérablement faire faillite. Pendant plusieurs mois, la «cordée d'entrepreneurs italiens» est restée invisible, jusqu'à ce qu'apparaissent les habituels vautours et combinards sans scrupules de la haute finance italienne: la CAI. Ils se sont présentés avec la mine impitoyable des usuriers classiques: l'Alitalia devra être démantelée, les réductions d'emplois atteindront les 7000, les salaires seront diminués de 20 à 30%, tous les syndicats devront signer cet accord: à prendre ou à laisser!

Que le gouvernement Berlusconi soutienne ce projet est naturel, il ne veut pas perdre la face. Qu'il soit soutenu par les Confédérations syndicales CISL, UIL, UGL et quelques syndicats minoritaires est également évident, étant donné que l'argument: mieux vaut sauver 12-13 000 emplois que risquer 20 000 licenciements, est le raisonnement désormais systématiquement utilisé par les syndicats collaborationnistes.

Mais il ne faut pas s'étonner que la CGIL fasse de la résistance: d'un côté il faut bien que quelqu'un joue la comédie de la résistance aux patrons (il y va du peu de crédibilité qu'ont encore parmi les travailleurs les syndicats tricolores); d'un autre côté, la CGIL veut jouer la carte de la négociation jusqu'à la dernière seconde pour des raisons de concurrence vis-à-vis des syndicats moins trouillards; enfin la CGIL plaide de façon bruyante la cause de la Lufthansa (concurrent européen majeur d'Air France) qui a déjà commencé à «sauver» en partie l'aéroport milanais de Malpensa (autre point particulièrement cher à la Ligue du Nord).

Que l'Alitalia soit achetée par la CAI italienne, Air France, la Lufthansa ou British Airways, cela ne changera pas grand chose pour les travailleurs de la compagnie; celle-ci sera démantelée dans tous les cas, comme cela est déjà arrivé pour les Chemins de fer; il y aura des milliers de suppression d'em-

ploi, des baisses de salaire, une augmentation de la charge de travail, parce que la priorité sera d'augmenter la productivité! Les capitalistes raisonnent de la même manière quelle que soit leur nationalité. Ils veulent faire du profit au plus vite; plus augmente la concurrence sur le marché international et plus ils deviennent exigeants et impérieux, sans se soucier le moins du monde des milliers de travailleurs qui restent sur le carreau sans travail et sans salaire!

Pour se défendre et combattre les licenciements, les travailleurs salariés n'ont pas beaucoup d'alternative; il leur faut lutter sur le seul terrain qui peut les unir effectivement en leur donnant la force d'obtenir les meilleures conditions dans l'affrontement avec les patrons: le terrain de la lutte de classe, où le plus important est de surmonter la concurrence entre travailleurs, concurrence que syndicats tricolores et corporatistes se font d'ailleurs entre eux.

Tant que les travailleurs feront dépendre leur sort d'une lutte pour la défense de l'entreprise, en croyant que la bonne santé de celle-ci signifie une bonne situation pour ses employés, ils n'arriveront pas à lutte de manière indépendante: ils resteront à la merci des hauts et des bas du marché et des chantages patronaux (et gouvernementaux).

Si les travailleurs ne veulent pas être soumis à une intensité et à des rythmes de travail toujours plus pesants comme le veut la course à la productivité exigée par les patrons, s'ils ne veulent pas être traités comme des marchandises dont les patrons se débarrassent quand elles ne leur servent plus, il leur faut relever la tête et se réorganiser en dehors des politiques et des pratiques collaborationnistes et corporatistes!

Vive la lutte des travailleurs d'Alitalia contre le chantage des patrons d'hier et des patrons de demain!

Que la lutte de classe pour la défense exclusive des conditions de vie et de travail prolétariennes redevienne l'objectif de tous les travailleurs!

21 septembre 2008

« Proletarian »

Nr. 4 - November 2008

Supplement to

«le prolétaire» Nr. 490

- Capitalist economic Crisis and Class Struggle
- The sole historical Perspective: World War or communist Revolution !
- Venezuela: Chronicle of a very Bourgeois «Bolivarian Revolution»
- Montreal: Riots against Police Repression
- For a Proletarian, Class Struggle May Day!
- For generalized Class Struggle to defeat the generalized Attacks on the Proletariat !
- Down With French Imperialism!
- Africa :Solidarity with the Struggles and the Riots against the high Cost of Living in Africa !
- Proletarian Solidarity against the Repression in Cameroon !
- China 1927: The Stalinist Counter-revolution leads the Chinese Proletarians to the Massacre
- Italy: Workers killed at Thyssen Krupp in Turin
- Program of the International Communist Party

1 copy : Europe: 1,5 Euro/£ 1/ USA and Canada: US\$ 1,5

Montreal...

spécialement visés par la police). «Les gens n'acceptent pas d'être traités comme des criminels» a-t-il ajouté.

La police canadienne est si célèbre pour ses brutalités (rien à voir avec l'image d'Épinal de la police montée des bandes dessinées!) que le 2 novembre 2005, le Comité des droits de l'Homme de l'ONU déclarait dans son rapport sur le Canada s'inquiéter que «la police, en particulier à Montréal, pratique des arrestations de masse de manifestants», ce qui brime la liberté d'expression et d'assemblée. Le comité invitait en conséquence le Canada «à mener une enquête» sur la police de Montréal: demander à un Etat d'enquêter sur sa police, il fallait être le *comité des droits de l'homme de l'ONU* pour y penser!

A l'inverse de ces tartufferies onusiennes, Lénine expliquait il y a bien longtemps que même dans la plus démocratique des Républiques, les fameuses libertés démocratiques d'expression, de réunion, etc., n'existaient dans les faits que pour les classes dominantes. Autres exemples, qui n'ont pas suscité l'intérêt de l'ONU: à Québec, l'autre grande ville de la province canadienne du Québec, la police locale a mis en place depuis 2006 une opération dite «Respect» (!) pour interdire la présence de sans-abris, mendiants, et autres pauvres faisant tache, dans les rues et les parcs de la ville (une manifestation contre la répression policière contre cette opération et contre la criminalisation de la pauvreté avait rassemblé quelques centaines de manifestants le 7 juillet dernier); en Ontario (province dont la capitale est Toronto), ou, grande réalisation démocratique, une enquête est obligatoire quand des personnes sont tuées ou blessées par la police, un rapport récent a montré que le service officiel censé contrôler les actes de police servait en réalité à couvrir les «bavures» policières: depuis 2003 sur 31 enquêtes après des meurtres causés par des policiers, ces derniers ont été blanchis dans 29 cas (2 enquêtes n'étant pas terminées)...

Les pompiers sociaux, préoccupés de calmer la situation après les émeutes, ont appelé à attendre les résultats de l'enquête ouverte sur le meurtre de Freddy. On sait ce que signifient ces enquêtes: enterrer le problème. Deux ans et demi après l'assassinat

d'un autre jeune par la police dans un quartier voisin, on attend toujours les résultats de l'enquête qui avait été ouverte! Le COBP (Collectif Opposé à la Brutalité Policière) a recensé que sur 43 victimes de la police à Montréal en 22 ans, seuls 2 policiers sont passés en procès - et ils ont été acquittés tous les deux! Il rappelle aussi qu'en 1996 un enquêteur de la police avait publiquement reconnu que c'était une pratique courante que de trafiquer les enquêtes pour innocenter les policiers accusés.

Mais cela n'empêche pas le COBP d'appeler à une «enquête publique et indépendante» et le passage en procès des policiers: on est démocrate ou on ne l'est pas...

«Quebec solidaire», un rassemblement électoral de divers partis de gauche, a publié un communiqué le 11 août qui commençait par condamner les émeutiers en déclarant que: «les violences qui se sont déroulées dans les rues de Montréal-Nord hier soir sont inacceptables» et se terminait par un appel à «un dialogue le plus ouvert possible» pour «mettre fin au climat de méfiance et de suspicion» qui régnait entre les jeunes et les autorités policières.

«Quebec solidaire» propose comme remède aux problèmes des «quartiers défavorisés», «une grande politique de prévention et d'intégration» dont les seuls points cités sont «la diminution du nombre d'élèves par classe» et l'offre aux enseignants d'un «accompagnement digne de ce nom par des professionnels: travailleurs sociaux, orthophonistes, etc.» ainsi qu'un «soutien accru aux organismes communautaires» (2)... A coup sûr «Quebec solidaire» a trouvé les bonnes solutions aux problèmes des prolétaires de Montréal qui pourront enfin, grâce aux orthophonistes, dialoguer avec les policiers et se faire comprendre des patrons!

A la suite des émeutes s'est constituée une association de jeunes, le «mouvement des citoyennes et citoyens Montréal-Nord Republik»; elle a organisé une manifestation de 200 personnes le 20 août devant l'hôtel de ville de l'arrondissement avec les revendications suivantes: démission du maire d'arrondissement (qui avait déclaré: «tout va bien à Montréal-Nord, il n'y a pas de problème. Je n'ai jamais vu venir quoi que ce soit»), enquête publique et indépendante sur la mort de Freddy, fin des pratiques abusives de la

police, réalisation d'un monument à sa mémoire, reconnaissance du principe selon lequel tant qu'il y aura insécurité économique, il y aura insécurité sociale (3).

L'absence de véritable lutte de classe et de toute organisation prolétarienne a comme conséquence que les tentatives d'organisation qui peuvent apparaître sont immédiatement noyées et stérilisées par l'orientation démocratique dominante; le 31 août Montréal-Nord Republik tenait une réunion publique pour «la mise en oeuvre d'une citoyenneté plus participative» dans le quartier...

Le problème n'est pas de mettre en oeuvre une meilleure démocratie, car la «démocratie» n'est pas autre chose qu'un leurre qui sert à masquer que sous le capitalisme les «citoyens» sont divisés en **classes sociales** aux intérêts opposés; et que la société capitaliste la plus démocratique qui soit n'est rien d'autre que la **dictature capitaliste** dont les flics meurtriers sont les agents fidèles. Faire croire qu'une institution comme la Justice, peut défendre les prolétaires contre cette autre institution qu'est la Police n'est pas seulement une idiotie: c'est en réalité un mensonge conscient pour dissimuler la nature de classe de l'institution judiciaire, aussi antiprolétarienne que la police et tout le reste de l'appareil d'Etat.

Les spartacistes de l'ICL (qui publient «Spartacist Canada») et leurs dissidents de l'Internationalist Group ont, eux, des discours apparemment classistes, mais ce sont des discours creux. Ils parlent de faire «appel à la puissance de la classe ouvrière organisée» (IG) au «mouvement ouvrier de la région de Montréal» (ICL), comme si aujourd'hui la classe ouvrière n'était pas organisée par des appareils collaborationnistes résolument hostiles à toute action de classe! Mais en outre, tous deux mêlent à leurs déclarations prétendument classistes, à leurs appels à la solidarité avec les travailleurs immigrés, la revendication d'indépendance du Québec, démontrant ainsi leur capitulation complète devant le nationalisme bourgeois (4)...

Contre la répression, seule la **lutte prolétarienne** peut réussir à imposer un rapport de force suffisant pour faire reculer l'Etat et ses forces de répression; mais pour qu'elle soit efficace, il faut que la lutte se déroule sur de véritables bases de classe, indépendamment des orientations collaborationnistes imposées

par les appareils syndicaux et les pompiers sociaux avec l'appui de tous les partis de droite et de gauche.

Au Canada comme partout sous le règne du capitalisme, exploitation, impérialisme (le contingent canadien est l'un des plus importants aux côtés des soldats américains en Afghanistan), racisme et répression vont de pair.

Au delà d'un «fait divers» particulier, ce sont les tensions sociales qui sont à l'origine d'une situation où un crime policier entraîne une explosion de révolte. Des deux côtés de l'Atlantique, la misère et l'oppression entraînent et entraîneront inévitablement la riposte violente des opprimés et le réveil de la lutte de classe.

Ces escarmouches de violence «aveugle» et de «vandalisme» dénoncées par les médias et les défenseurs de l'ordre établi, préfigurent l'**incendie social** qui s'allumera demain, et qui détruira le capitalisme, cet ordre injuste et meurtrier, quand les prolétaires réussiront à rompre avec les mensonges démocratiques, pacifistes et nationalistes, quand il s'organiseront sur des bases exclusivement de classe et que, sous la direction de leur parti, ils se lanceront dans la lutte révolutionnaire insurrectionnelle!

(1) Voir les précisions dans le texte d'un sociologue publié sur: www.cmaq.net/node/30802

(2) Voir le communiqué sur le site: quebecsolidaire.net.

Font partie de «Quebec Solidaire», les groupes dits d'«extrême gauche» plus ou moins trotskystes «Socialisme international», «Gauche socialiste», «Masse critique» et le Parti Communiste du Québec: on voit qu'ils ne sont en réalité pas autre chose que de purs réformistes.

(3) cf www.montrealnordrepublik.blogspot.com/

(4) Bizarrement, l'IG avance aussi dans son article sur les émeutes de Montréal, la revendication de l'«échelle mobile des salaires»! cf www.internationalist.org/montrealnordrevolte0808.html. L'article de Spartacist Canada n°158 peut se lire à: www.spartacist.org/english/spc/158/jeune.html

(Suite de la page 1)

et de 4 membres du CC (3 autres, absents, étant également membres de cette tendance), tandis que les thèses de la tendance de droite (dirigée par Tasca) furent approuvées par 5 secrétaires fédéraux, 1 secrétaire interrégional et 4 membres du CC. Après cette déculottée, la direction déclara que la

Conférence n'avait qu'une valeur «consultative» et prétendit que la base du parti la soutenait, les vieux cadres acquis à la Gauche n'ayant pas été «démocratiquement» choisis... cf Paolo Spriano, «Storia del partito comunista italiano», vol 1, p. 359.

(3) Cité dans «La sinistra comunista e il comitato d'intesa», p. 54, Editions «Quaderni Internazionalisti», 1996.

Amadeo Bordiga

LA QUESTION TROTSKY

La discussion qui s'est terminée depuis peu par les mesures adoptées par le CE et la Commission de contrôle du parti communiste russe contre le camarade Trotsky (1), a son origine exclusive dans la préface écrite par ce dernier au troisième volume de son livre «1917» (publié en russe il y a quelques mois), en date du 15 septembre 1924.

La discussion sur la politique économique et sur la vie interne du parti en Russie qui avait auparavant opposé Trotsky au CC, s'est achevée par les décisions du XIII^e Congrès du parti et du V^e Congrès de l'Internationale; Trotsky ne l'a pas rouverte. Dans la polémique actuelle, on fait référence à d'autres textes, comme le discours au congrès des vétérinaires et la brochure «Sur Lénine»; mais le premier date du 28 juillet et il n'avait soulevé aucune polémique à cette époque où étaient encore présentes à Moscou les délégations du V^e Congrès; le deuxième, écrit bien avant, avait été largement cité dans la presse communiste de tous les pays sans rencontrer la moindre objection des organes du parti.

Le texte de la préface autour de laquelle le débat fait rage n'est pas connu des camarades italiens. La presse communiste internationale ne l'a pas reçu, et par conséquent,

n'ayant ci texte ni aucun autre de Trotsky à l'appui de ces thèses, elle n'a publié que des articles contre cette préface. L'article de la rédaction de la *Pravda* de la fin octobre qui a ouvert la polémique contre Trotsky a été publié en annexe par *L'Unità*. Quant à la préface elle-même, il en est paru un résumé en italien dans *Critica Fascista*, n° 2 et 3 des 15 janvier et 1^{er} février de cette année, et les premières pages ont été reproduites par *l'Avanti!* du 30 janvier. La préface complète a été publiée en français dans les *Cahiers du bolchevisme*, la revue du Parti communiste français, n° 5 et 6 des 19 et 26 décembre 1924.

La préface à «1917» traite des enseignements de la révolution russe d'Octobre au point de vue du rôle du parti révolutionnaire relativement à sa tâche historique dans la lutte finale pour la conquête du pouvoir. Des événements récents de politique internationale ont posé le problème suivant: les conditions objectives historiques pour la conquête du pouvoir par le prolétariat étant réalisées, à savoir l'instabilité du régime et de l'appareil d'Etat bourgeois, l'élan des masses vers la lutte, l'orientation de larges couches prolétaires vers le parti communiste, de quelle façon pouvons-nous nous assurer que celui-ci

réponde aux nécessités de la bataille, comme le parti russe y répondit en Octobre 1917, sous la direction de Lénine?

Trotsky présente la question de la manière suivante: l'expérience nous apprend qu'au moment de la lutte suprême deux courants peuvent tendre à se former dans le parti communiste; l'un qui comprend la possibilité de l'insurrection armée ou la nécessité de ne pas la retarder; et un autre qui, au dernier moment, en prétextant que la situation n'est pas mûre, que le rapport de forces n'est pas favorable, propose l'ajournement de l'action et assume en pratique une position non révolutionnaire et menchevique.

En 1923 Cette tendance a eu le dessus en Bulgarie à l'époque du coup d'Etat de Tsvankov, et en octobre en Allemagne où elle détermina l'abandon de la lutte qui pouvait nous amener le succès. En 1917, cette tendance s'est manifestée au sein du parti bolchevique lui-même, et si elle fut battue ce fut grâce à Lénine, dont la formidable énergie imposa aux hésitants la reconnaissance que la situation était révolutionnaire et la soumission à l'ordre suprême de déclencher l'insurrection. Il faut donc étudier la conduite, en 1917, de l'opposition de droite contre Lénine dans le parti bolchevique et la rapprocher de celle des adversaires de la lutte apparus dans nos rangs en Allemagne en 1923 et dans les autres cas semblables. Le langage de ceux qui préconisent l'ajournement de la lutte et leurs positions politiques sont dans les deux cas tellement semblables que cela pose la question des mesures à prendre dans l'Internationale pour faire prévaloir la véritable méthode léniniste dans les moments décisifs, et pour ne pas rater les occasions historiques de la révolution.

La conclusion la plus importante qui ressort, à notre avis, de l'analyse efficace à laquelle Trotsky soumet la préparation et la

conduite de la lutte d'Octobre en Russie, c'est que les hésitations de la droite ne décollent pas seulement d'une erreur dans l'évaluation des forces et dans le choix du moment de l'action, mais surtout une véritable incompréhension de principe du processus historique révolutionnaire: elle croit qu'il peut emprunter une autre voie que celle de la dictature du prolétariat pour la construction du socialisme, ce qui est contraire au contenu vital du marxisme révolutionnaire revendiqué et historiquement réalisé par l'œuvre gigantesque de Lénine.

En effet, le groupe de camarades dirigeants du parti bolchevique qui s'opposa alors à Lénine, ne soutenait pas seulement qu'il fallait encore attendre; mais il opposait aux mots d'ordre léninistes - dictature socialiste du prolétariat, tout le pouvoir aux soviets, dissolution de l'Assemblée Constituante - d'autres formules, telles qu'une combinaison des Soviets et d'un Parlement démocratique, le gouvernement de «tous les partis soviétistes», c'est-à-dire d'une coalition de communistes et social-démocrates, et ceci, non pas comme expédients tactiques transitoires, mais comme des formes permanentes de la révolution russe. Ainsi deux conceptions de principe s'opposaient: d'une part, la dictature soviétiste dirigée par le parti communiste, c'est-à-dire la révolution prolétarienne dans toute sa puissante originalité et comme fait historique dialectiquement opposé à la révolution démocratique bourgeoise de Kerenski, ce qui est la conception léniniste; et d'autre part la poussée vers la gauche, le perfectionnement, la défense contre l'étranger, de la révolution du peuple contre le tsarisme, c'est-à-dire le succès de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

Trotsky, magnifique et sans égal parmi

(Suite en page 6)

LA QUESTION TROTSKY

(Suite de la page 5)

les vivants dans la synthèse des expériences et des vérités révolutionnaires, remarque avec finesse que dans les périodes révolutionnaires les réformistes quittent le terrain du socialisme purement formel, c'est-à-dire la perspective de la victoire de la classe prolétarienne par les moyens démocratiques et légaux bourgeois, pour le terrain pur et simple de la démocratie bourgeoise en devenant les défenseurs et les agents directs du capitalisme. Parallèlement une aile droite du parti révolutionnaire va prendre la place qui a été laissée vide par ces derniers, se limitant en pratique à invoquer une «véritable démocratie prolétarienne» ou quelque chose de semblable, alors même que le moment est venu de proclamer la faillite de toutes les démocraties et de passer à la lutte armée.

Cette appréciation de l'attitude de ceux des bolcheviks qui, alors, abandonnèrent Lénine est sans doute très grave, mais elle découle de l'exposé de Trotsky à travers des citations, non démenties, des déclarations des droitiers eux-mêmes et de celles de Lénine en réplique. Il est nécessaire de soulever ce problème, puisque nous n'avons plus Lénine avec nous et que, sans lui, nous avons perdu notre révolution d'Octobre à Berlin, fait d'une portée historique internationale qui fait disparaître toute considération d'opportunité et de tranquillité de vie intérieure. Trotsky considère ce problème d'une façon identique à celle que la gauche de la délégation italienne a soutenue au V^e Congrès: on ne peut pas liquider l'erreur allemande en l'attribuant aux droitiers qui dirigeaient alors le parti allemand; elle nous montre la nécessité de réviser la tactique internationale de l'Internationale et de revoir son mode d'organisation interne, sa façon de travailler et de se préparer aux tâches de la révolution.

Les divergences dans le parti bolchevik à la veille de la révolution, peuvent être comprises d'après une série d'interventions vigoureuses de Lénine pour rectifier la ligne et éliminer les hésitations. Dans sa lettre de Suisse, Lénine avait déjà entrepris ce travail. Dès son arrivée il se positionne résolument contre le défensisme, c'est-à-dire contre l'attitude soutenue, entre autres, par la «*Pravda*», qui poussait les travailleurs à continuer la guerre contre les allemands pour sauver la révolution. Lénine affirmait que nous aurons à défendre la révolution seulement quand le parti du prolétariat, et non les opportunistes, agents de la bourgeoisie, sera au pouvoir.

On sait que le mot d'ordre du parti bolchevik avait été jusqu'alors celui de la «*dictature démocratique du prolétariat et des paysans*». Trotsky ne prétend pas dans son texte que cette formule soit fautive, qu'elle a échoué historiquement et que Lénine y substitua une formule équivalente à celle de la «*Révolution permanente*» soutenue, en d'autres temps, par Trotsky et ses amis.

Bien au contraire, Trotsky revendique la justesse de cette formule telle que le génie révolutionnaire de Lénine la concevait et l'appliquait, c'est-à-dire comme mot d'ordre tactique et d'agitation à utiliser avant la chute du tsarisme. Et elle s'est réalisée en effet, puis après le tsarisme, nous n'avons pas eu en Russie une pure démocratie parlementaire bourgeoise, mais une dualité entre un faible État bourgeois parlementaire et les Soviets, organes naissants du pouvoir des prolétaires et des paysans.

Mais dès l'ouverture de cette phase, où l'histoire a confirmé la justesse du schéma léniniste de la révolution, Lénine passe immédiatement - dans l'orientation politique du parti, si ce n'est dans la succession extérieure des formules de propagande - à une position plus avancée de préparation de la deuxième et la véritable révolution, de marche vers la dictature socialiste et soviétique du prolétariat par l'insurrection armée, bien entendu toujours en guidant les masses paysannes en lutte pour leur émancipation du régime agraire féodal.

Trotsky a insisté sur le problème de l'incompréhension du vrai génie stratégique de Lénine par ceux-là même qui, comme tant de nos maximalistes italiens, invoquent sans

tamment sa théorie et sa pratique du «compromis» et des manœuvres élastiques. Lénine manœuvre, mais la manœuvre ne perd jamais de vue l'objectif suprême. Pour d'autres, la manœuvre devient trop souvent le but en soi et paralyse la possibilité de l'action révolutionnaire au cours de laquelle nous voyons, chez Lénine, la souplesse céder la place à la plus implacable rigidité pour vouloir la révolution, pour détruire les ennemis et les saboteurs.

Lénine lui-même, dans des passages cités par Trotsky, stigmatise cette incapacité à s'adapter aux nouvelles situations révolutionnaires, et le fait de prendre une formule de polémique, indispensable aux bolcheviks à l'époque précédente, comme le *nec plus ultra* de leur politique ultérieure. C'est la grande question de la tactique communiste et de ses dangers, dont nous discutons depuis des années, en dehors même des conclusions à tirer pour empêcher tout dangereux escamotage du vrai contenu révolutionnaire des enseignements de Lénine.

Trotsky explique que pour Lénine il a toujours été clair qu'après être passée par la phase transitoire de la dictature démocratique, c'est-à-dire par une phase petite-bourgeoise, la révolution russe devrait arriver à la phase de la dictature communiste intégrale, même avant l'avènement du socialisme en Occident. Lorsqu'ils préconisaient un gouvernement de coalition ouvrière et condamnaient la lutte insurrectionnelle, les droitiers montraient qu'ils adoptaient la position menchevique selon laquelle, même après avoir été libérée du tsarisme, la Russie devait attendre la victoire de la révolution socialiste dans les autres pays avant de dépasser les formes de la démocratie bourgeoise. La préface de Trotsky condamne énergiquement cette erreur vraiment caractéristique de l'anti-léninisme.

Ces questions furent chaudement discutées par le parti lors de la conférence d'avril 1917. A partir de ce moment Lénine ne cesse de réaffirmer avec force la perspective de la prise du pouvoir. Il dénonce la supercherie parlementaire, appelle «honteuse», plus tard, la décision du parti de participer au «*pré-Parlement*», assemblée démocratique provisoire convoquée en attendant les élections à la Constituante. Après juillet, tout en suivant avec la plus grande attention l'évolution de l'orientation des masses, et tout en sachant s'imposer une période d'attente après le «test» et la reconnaissance de l'échec de l'insurrection ratée du même mois, il met en garde ses camarades contre le piège du légalisme soviétique.

En d'autres termes, il dit qu'il ne faut pas se lier les mains en repoussant la lutte, non seulement à la convocation de la Constituante, mais aussi à celle du second Congrès des Soviets et aux décisions de sa majorité qui pourrait continuer à être entre les mains des opportunistes après que l'heure ait sonné de renverser les armes à la main le gouvernement démocratique. On sait qu'à un certain moment il a déclaré qu'il mènerait le parti au pouvoir même sans les Soviets, raison pour laquelle certains droitiers le qualifièrent de «*blanquiste*».

Et Trotsky (sur lequel les champions imbéciles de la démocratie voudraient s'appuyer contre la thèse dictatorial des bolcheviks) avertit, une fois encore, les camarades européens de ne pas faire un fétiche de la majorité, y compris au sein des soviets: notre grand électeur c'est le fusil aux mains de l'ouvrier insurgé, qui ne songe pas à déposer un bulletin de vote mais à frapper l'ennemi.

Cela ne s'oppose pas à la conception léniniste sur la nécessité d'avoir les masses de notre côté et l'impossibilité de substituer leur action révolutionnaire par celle d'une poignée d'hommes résolus. Mais, quand nous avons les masses avec nous, il faut, et c'est là l'argument en discussion, un parti ou un état-major qui n'empêche par leur lutte par des diversions ou des hésitations. Nous pouvons attendre les masses, et c'est notre devoir, mais le parti ne peut pas les faire attendre, sous peine de provoquer la défaite. Voilà une façon de formuler le terrible problème qui pèse sur nous, puisque la bourgeoisie, en pleine crise, reste encore debout.

Le 10 octobre 1917 le Comité Central du parti bolchevik décide l'insurrection. Lénine a gagné.

Mais la décision n'est pas unanime. Le

lendemain les dissidents envoient aux principales organisations du parti une lettre sur «la situation actuelle» qui dénonce les décisions de la majorité, déclare l'insurrection impossible et la défaite certaine. Le 18 octobre ils écrivent une nouvelle lettre contre la décision du parti. Mais le 25 octobre l'insurrection est victorieuse et le gouvernement soviétique s'installe à Petrograd. Le 4 novembre, après la victoire, les opposants à Lénine démissionnent du Comité Central pour avoir la liberté d'appeler au parti pour soutenir leurs thèses: il ne faut pas, comme le soutient Lénine, constituer un gouvernement de parti, mais se servir du pouvoir conquis pour former un gouvernement de tous les partis soviétiques, c'est-à-dire avec les mencheviks et socialistes-révolutionnaires de droite représentés dans les Soviets. Il faut aussi convoquer la Constituante et la laisser fonctionner; ces positions sont défendues y compris dans le Comité Central, jusqu'à ce que prévaille la ligne de Lénine et que la Constituante soit dispersée par les gardes rouges.

L'histoire de ces désaccords est somme toute brève. Les camarades dont il s'agit «ont reconnu leur erreur». C'est très juste et il ne s'agit pas ici de taper sur ces camarades. Mais qu'ils aient reconnu leur erreur face à la victoire de la révolution et à sa consolidation, c'était inévitable à moins de passer carrément dans le camp de la contre-révolution. Reste le problème dont toute la gravité ressort de cette simple observation: si Lénine avait été en minorité au Comité Central, si l'insurrection avait échoué à cause de la méfiance envers elle répandue au préalable par une partie de ses chefs, ceux-ci auraient tenu exactement le même discours que les camarades responsables de la direction du parti allemand lors de la crise d'octobre 1923. Ce que Lénine a conjuré en Russie, l'Internationale n'a pu le conjurer en Allemagne. Dans ces conditions, si l'Internationale veut réellement vivre dans la tradition de Lénine, elle doit faire en sorte de ne plus se retrouver dans cette situation: l'histoire n'est pas généreuse en occasions révolutionnaires, et les laisser passer entraîne les conséquences douloureuses que nous connaissons et dont nous souffrons tous.

Les camarades doivent considérer que le contenu du débat ne se retrouve pas entièrement dans les motifs avancés dans la motion publique qui blâme Trotsky, ni dans les arguments polémiques répétés et résumés par l'auteur des articles signés A.P. Pour ce qui concerne le camarade Trotsky, les problèmes qui ont été soulevés posés se ramènent à ce que j'ai exposé; mais il est vrai que de l'autre côté on a répondu en faisant le procès de l'activité politique menée par le camarade Trotsky durant toute sa vie. On a parlé d'un «*trotskisme*» qui aurait existé de façon continue contre le léninisme de 1903 à aujourd'hui, et qui se serait toujours présenté comme une lutte de droite contre les orientations du parti bolchevik. C'est ainsi qu'on a envenimé les désaccords, mais, pire, qu'on a détourné la discussion en éludant le problème vital posé par Trotsky dans les termes que nous avons rapportés.

Je ne dirai que quelques mots des accusations lancées contre Trotsky en dehors des questions soulevées dans sa préface.

Il a bien existé un trotskisme entre 1903 et 1917; c'était en fait une attitude de centrisme à mi-chemin entre mencheviks et bolcheviks, plutôt confuse et théoriquement douteuse, oscillant en pratique de droite à gauche, et qui a été justement combattue sans trop de ménagements par Lénine, comme c'était son habitude vis-à-vis de ses opposants. Dans aucun de ses écrits de 1917 et après, c'est-à-dire depuis son adhésion au parti bolchevik, Trotsky n'a revendiqué ses opinions de l'époque. Il les reconnaît comme erronées: dans sa dernière lettre au Comité Central il dit qu'il «considère le trotskisme comme une tendance disparue depuis longtemps». On l'a accusé de n'avoir parlé que d'«erreurs d'organisation».

Mais il ne faut pas chercher la rupture de Trotsky avec son passé anti-léniniste dans un acte légal d'abjuration, mais dans ses œuvres et ses écrits d'après 1917. Dans la préface, Trotsky tient à démontrer son accord complet avec Lénine avant et pendant Octobre; mais il se réfère explicitement à la période qui a suivi la révolution de Février, et il observe qu'avant même de rentrer en Rus-

se, il avait exprimé dans des articles écrits en Amérique des opinions comparables à celles de Lénine dans ses lettres de Suisse. Il ne songe pas à cacher que c'est lui, qui, devant les enseignements de l'histoire, se portait ainsi sur le terrain de Lénine, qu'il avait jadis combattu à tort.

Trotsky discute avec le droit et la position de membre du parti bolchevik qui reproche à la droite de son parti une attitude qui répète les mêmes erreurs mencheviques de la période de la révolution. Le fait d'avoir été, dans l'époque précédente la révolution et la lutte suprême, indemne de telles erreurs et aux côtés de Lénine, à son école, donnait seulement de plus grands devoirs aux lieutenants de Lénine pour soutenir valablement l'action et ne pas tomber dans des erreurs de droite.

C'est donc renverser complètement les termes du débat que d'attribuer à Trotsky, en s'appuyant sur des informations partiales, la position selon laquelle la révolution prolétarienne était impossible en Russie avant qu'elle ait eu lieu dans d'autres pays, thèse que la préface à «1917» critique au contraire comme ayant été à la racine des erreurs de la droite.

Si nous admettions qu'il y ait d'un nouveau trotskisme, ce qui n'est pas le cas, aucun lien ne pourrait le rattacher à l'ancien. De toute façon le nouveau trotskisme serait de gauche, tandis que ce l'ancien était de droite. Et entre les deux se situe une période d'activité communiste magnifique de Trotsky contre les opportunistes social-démocrates, reconnue d'ailleurs sans hésitation par tous les autres collaborateurs de Lénine comme rigoureusement bolchevique.

Où la polémique de Lénine contre les opportunistes se trouve-t-elle mieux secondée que dans les écrits de Trotsky, et il suffit d'en citer un seul: «*Terrorisme et communisme*»? Dans tous les congrès du Parti russe, des Soviets, de l'Internationale, Trotsky a fait des rapports et des discours qui tracent de manière fondamentale la politique du communisme au cours de ces dernières années; et ils ne se sont jamais opposés à ceux de Lénine dans les questions centrales: jamais, absolument, si nous parlons des Congrès internationaux, dont Trotsky a toujours préparé les manifestes officiels, dans lesquels il a partagé, pas à pas, avec Lénine, la polémique et l'œuvre accomplie pour consolider la nouvelle Internationale en la débarrassant des résidus opportunistes.

Aucun autre interprète de Lénine n'a atteint dans cette période la sûreté de conception de Trotsky dans les questions fondamentales de la doctrine et de la politique révolutionnaires, alors qu'il s'était hissé au niveau du maître dans l'efficacité, la précision de la présentation et de l'explication de ces questions, dans la discussion et la propagande.

Je ne veux même pas parler de la part prise par Trotsky en tant que dirigeant dans la lutte révolutionnaire et dans la défense politique et militaire de la révolution, parce que je n'ai ni le besoin ni l'intention de faire son apologie; mais je crois que, ce passé, on doit du moins l'invoquer pour souligner l'injustice qu'il y a à exhumer le vieux jugement de Lénine sur l'amour de Trotsky pour la «*phra-*

Souscription pour la publication de «Terrorisme et Communisme» en italien

«Terrorisme et communisme», texte de Trotsky publié en 1920, réaffirme avec toute la clarté et la rigueur de ce dirigeant de la révolution russe, la nécessité de l'insurrection, du recours à la violence, de la guerre civile et de l'instauration de la dictature du prolétariat dans la révolution prolétarienne. A ce titre les épigones de Trotsky, reliés à la démocratie bourgeoise par les fils de l'opportunisme, l'ont toujours rejeté de leur «*héritage*».

Dans notre journal «*il comunista*», du numéro 46-47 (sept. 1995) au numéro 83 (février 2003), nous en avons publié une nouvelle traduction en italien.

Pour pouvoir diffuser ensuite ce texte sous la forme d'un livre, nous lançons un appel de souscription à tous les lecteurs et sympathisants.

se révolutionnaire» de gauche, insinuation qu'il est bon de réserver à ceux qui ont montré qu'ils ne savent voir les révolutions que de loin, et peut-être à beaucoup d'ultra-bolcheviks d'Occident.

On dit que Trotsky a représenté les éléments petit-bourgeois durant la précédente discussion dans le parti. Nous ne pouvons pas reprendre ici tout le contenu de cette discussion, mais on ne saurait oublier: premièrement, qu'en ce qui concerne la politique économique de la république, la majorité du parti et du Comité Central ont repris les propositions de l'opposition et de Trotsky; deuxièmement, que l'opposition avait une composition hétérogène et que de même qu'on ne peut attribuer à Trotsky les opinions de Radek sur la question allemande, de même il est inexact de lui attribuer celles de Krassine et d'autres en faveur de concessions plus importantes au capital étranger; troisièmement, que dans la question de l'organisation interne du parti, Trotsky ne soutenait pas le fractionnisme systématique et la décentralisation, mais une conception marxiste, ni mécanique ni étouffante, de la discipline. La nécessité d'y voir plus clair dans cette question importante se fait chaque jour plus urgente; cela exigerait d'ailleurs un exposé particulier. Mais l'insinuation que Trotsky s'est fait le porte-parole de tendances petites bourgeoises est détruite par l'accusation selon laquelle il sous-estimerait le rôle des paysans dans la révolution par rapport à celui du prolétariat industriel - autre axe gratuit de la polémique, alors que les thèses agraires de Lénine ont trouvé en Trotsky un disciple et un partisan fidèle (à ce propos Lénine ne défendait pas de dire qu'il avait volé le programme des socialistes-révolutionnaires). Toutes ces tentatives pour prêter à Trotsky des traits anti-bolcheviques ne nous persuadent en rien.

Trotsky s'est opposé à Lénine, après la

révolution, sur la question de la paix de Brest-Litovsk et sur celle du syndicalisme d'Etat. Il s'agit là de questions sans aucun doute importantes, mais elles sont pas suffisantes pour qualifier d'anti-léninistes d'autres leaders qui avaient alors les mêmes positions que Trotsky. Ce n'est pas sur des erreurs partielles de ce genre qu'on peut bâtir un montage complexe pour faire de Trotsky notre Antéchrist à coups de citations et d'anecdotes où la chronologie comme la logique sont mises sans dessus dessous.

On dit aussi que Trotsky est en désaccord avec l'Internationale sur l'analyse de la situation mondiale, qu'il la considère avec pessimisme, et que les faits ont démenti sa prévision d'une phase démocratico-pacifiste. C'est un fait que c'est à lui que fut confié le mandat de rédiger le Manifeste du V^e Congrès précisément sur ce sujet, et que celui-ci a été adopté avec d'insignifiantes modifications. Trotsky parle de la phase pacifiste comme d'un «danger» contre lequel les communistes doivent réagir en soulignant, dans les périodes démocratiques, l'inévitabilité de la guerre civile et de l'alternative entre les deux dictatures opposées. Pour ce qui est du pessimisme, c'est justement lui qui dénonce et combat le pessimisme des autres, en affirmant, comme le disait Lénine en Octobre, que si on laisse passer le moment opportun pour la lutte insurrectionnelle, il s'en suit une période défavorable: la situation en Allemagne n'a que trop confirmé cette analyse.

Le schéma de Trotsky sur la situation mondiale ne se borne pas à voir partout l'installation de gouvernements bourgeois de gauche; c'est au contraire une analyse profonde des forces en jeu dans le monde capitaliste, qu'en réalité aucune déclaration de l'Internationale ne remet en cause, basée sur la thèse fondamentale de l'insurmontabilité de la crise capitaliste actuelle.

Les éléments anti-bolcheviques soutien-

draient Trotsky. Bien évidemment, ceux-ci doivent se réjouir devant l'affirmation officielle selon laquelle un de nos grands dirigeants aurait rejeté nos positions politiques fondamentales, qu'il serait contre la dictature et pour le retour à des formes petites bourgeoises, etc. Mais déjà des journaux bourgeois ont reconnu qu'il n'y avait rien à espérer, que Trotsky plus que tout autre est contre la démocratie et pour la violence implacable de la révolution contre ses ennemis.

Si bourgeois et social-traitres espèrent réellement que Trotsky entreprenne une révision du léninisme ou du communisme dans leur direction, ils en seront pour leurs frais. Seuls le silence et l'inaction de Trotsky pourraient donner quelque vraisemblance à ces racontars, à ces spéculations de nos ennemis. Par exemple, la préface dont il est question a été publiée, sans doute, par une revue fasciste; mais la rédaction a été contrainte de signaler à la fin du texte que, par pitié, nul ne s'imagine que l'opinion de la revue soit la moins du monde proche de celle de Trotsky. Et «l'Avanti!» fait tout simplement rire quand il fait l'éloge de Trotsky, alors même qu'il publie le passage où, pour soutenir ses thèses, celui-ci cite le cas italien comme démonstration de l'échec de la révolution à cause de l'insuffisance des partis, en se référant donc précisément au parti socialiste!

Les droitières allemands accusés de trotskysme se sont récriés que ce n'était pas vrai, parce qu'ils soutiennent exactement le contraire de ce que Trotsky a écrit: l'impossibilité de la révolution d'Octobre 1923 en Allemagne. Et puis ces prétendues solidarités venues de bords opposés ne peuvent jamais servir d'argument pour établir nos orientations: l'expérience nous l'a désormais appris.

Trotsky doit être jugé sur ce qu'il dit et ce qu'il écrit. Les communistes ne doivent pas faire des questions de personnes; si un jour Trotsky trahissait, il faudrait le brûler sans

égards. Mais il ne doit pas être convaincu de trahison par les excès de ses contradicteurs ou leur position privilégiée dans le débat. Toutes les accusations sur son passé tombent par la simple observation qu'elles ont été provoquées par sa préface à «1917» qui ne se rapporte pas du tout à cette question, alors qu'auparavant ces attaques n'avaient pas été jugées nécessaires.

La polémique contre Trotsky a laissé chez les travailleurs un sentiment de peine et a fait naître sur les lèvres de nos ennemis un sourire de triomphe. Et bien, nous voulons qu'amis et ennemis sachent que même sans et contre Trotsky le parti prolétarien saurait vivre et vaincre. Mais tant que les conclusions sont celles auxquelles le débat conduit aujourd'hui, Trotsky n'est pas homme à passer à l'ennemi.

Dans ses déclarations il n'a pas renié une ligne de ce qu'il a écrit, et cela n'est pas contraire à la discipline bolchevique; mais il a déclaré aussi qu'il n'avait jamais voulu constituer une fraction sur une base politique et personnelle et qu'il était plus que jamais discipliné au parti. On ne pouvait pas attendre à autre chose d'un homme qui est parmi les plus dignes d'être à la tête du parti révolutionnaire.

Mais au-delà de la question sensationnelle de sa personnalité, les problèmes qu'il a soulevés restent: ils ne doivent pas être éludés, mais affrontés.

8 février 1925

(1) Le plénum du Comité Central du PC russe, fin janvier 1925, accepte la démission de Trotsky de sa fonction de «Commissaire à la guerre» (ministre de la défense), définit le «trotskysme actuel» comme une «falsification du communisme» et accuse Trotsky de continuer à défendre une «plate-forme anti-bolchevique». NdIR

Venezuela Nationalisation de Sidor et «contrôle ouvrier» (1)

Au mois d'avril dernier tous les groupes de gauche et d'extrême-gauche de Venezuela et d'ailleurs s'exclamaient à qui mieux mieux: «la classe ouvrière a triomphé à Sidor!». Chavez venait d'annoncer la nationalisation ou plutôt la re-nationalisation de la plus grande entreprise sidérurgique du pays (et de la région), la quatrième d'Amérique Latine.

L'entreprise Sidor qui avait été constituée pour fournir l'industrie pétrolière nationale en tuyaux, fut privatisée en 1997; elle passa sous le contrôle d'un groupe à capitaux italo-argentins, Ternium - Techint, qui acheta 60% des actions.

Techint a été fondé en Argentine après la dernière guerre par l'industriel italien de l'acier Agostino Rocca. Soutien de Mussolini, Rocca s'était vu confier la direction des sidérurgies d'Etat, et le poste de secrétaire des Industries Métallurgiques de Guerre en 1933, etc.

Mais la perspective d'une défaite de l'Allemagne l'amena, comme d'autres bourgeois italiens, à prendre ses distances avec le régime mussolinien à partir de 1943 et à prendre des contacts avec la résistance pro-américaine. Arrêté lors de l'épuration à la libération, il put ainsi être rapidement libéré; il jugea cependant plus prudent d'aller fonder des entreprises en Argentine, tandis que le groupe familial prospérait dans l'Italie en pleine reconstruction.

Techint est devenue le plus grand groupe industriel d'Argentine, producteur d'acier et de pétrole; les dirigeants politiques argentins ne peuvent rien lui refuser, comme en ont fait foi les déclarations de soutien de la présidente Kirchner pour obtenir un «prix juste» de Chavez.

Et lorsque en mai de l'année dernière Chavez avait déjà menacé de nationaliser l'entreprise, le président Kirchner (prédécesseur de son épouse à la présidence argentine) avait déjà volé au secours de Techint. Chavez reprochait à Sidor de vouloir vendre ses produits sur le marché international à un prix plus élevé, plutôt qu'à la PDVSA, la société

pétrolière nationale, obligeant celle-ci à importer ses tuyaux à ce même prix international. Or si la flambée des prix du pétrole lui fait gagner beaucoup d'argent, il semble que la PDVSA souffre périodiquement de problèmes de trésorerie, peut-être en raison des ponctions qui lui sont faites de tous côtés...

La privatisation de Sidor s'est accompagnée d'une forte aggravation de l'exploitation de ses travailleurs; outre un accroissement de l'intensité de travail, les travailleurs ont perdu une série d'avantages qui leur étaient accordés auparavant comme les soins médicaux, crèches, etc.

Surtout, sur les 13.500 travailleurs, il ne sont maintenant plus que 4500 à avoir un emploi fixe et être employés directement par l'entreprise, les 9000 autres étant «externalisés» (*tercerizados*) c'est-à-dire employés par des entreprises sous-traitantes avec des contrats précaires et des salaires plus bas. En définitive les travailleurs de Sidor ont connu une forte détérioration de leurs conditions, qui est devenue bien inférieure à celles des autres travailleurs des grandes entreprises de la zone.

En 2007 lors du renouvellement du contrat collectif des travailleurs fixes, le syndicat SUTISS mit en avant la revendication d'une augmentation de 300% des salaires (soit une augmentation de 80 Bolívares du salaire horaire) pour récupérer les pertes subies par les travailleurs, ainsi que d'autres revendications socio-économiques, et l'extension du contrat collectif aux travailleurs externalisés.

Les négociations durèrent pendant... 17 mois, 17 mois au cours desquels le syndicat fit tout ce qu'il pouvait pour empêcher une lutte réelle des travailleurs, organisant à sa place des grèves partielles et temporaires, des manifestations-processions, etc., et surtout appel à l'intervention du gouvernement et demande de nationalisation de Sidor. Entre-temps il avait réduit ses revendications à 53 bolívares; la direction proposait 45 et avait accepté de réintégrer 600 externalisés.

Le gouvernement envoya en début d'an-

née son ministre du travail, le «trotskyste» Jose Ramon Rivero, qui avait réussi à régler le conflit social à la PDVSA. Cependant à Sidor ni la démagogie démocratique (organisation d'un référendum parmi les salariés), ni les menaces de Rivero, ni l'utilisation de la Garde Nationale contre les grévistes, ne réussirent à résoudre le conflit, c'est-à-dire à calmer les travailleurs; à plusieurs reprises ceux-ci débordaient les consignes syndicales en se lançant dans des mouvements de grève spontanés, tandis que des mouvements de solidarité rencontraient un écho croissant dans les autres entreprises de la région.

C'est dans cette situation de plus en plus tendue que le gouvernement annonça soudainement en avril la nationalisation de l'entreprise.

Orlando Chirino, dirigeant de la centrale syndicale UNT et de son courant C-CURA («Courant Classiste, Unitaire, Révolutionnaire, Autonome»), fit la déclaration suivante, exprimant l'opinion de tout l'arc politique et syndical de gauche et d'extrême-gauche vénézuélien: «Sans aucun doute, la nationalisation de Sidor (...) est le résultat de la lutte et de la mobilisation que les travailleurs ont mené depuis plus d'un an et demi. Elle est un triomphe indiscutable de travailleurs et un exemple pour toute la classe ouvrière vénézuélienne».

Chirino ajoutait: «Les vaincus sont la multinationale Ternium et le gouvernement du président Chavez lui-même qui jusqu'à la semaine dernière appuyait l'entreprise, à travers l'attitude du ministre du travail. (...) Le changement d'attitude du gouvernement, et l'annonce d'un début de processus de nationalisation encore indéfini, est un triomphe catégorique des grèves ouvrières et de l'autonomie syndicale» (1).

Après les bruyantes déclarations de victoires venant de tous côtés, il est compréhensible que les travailleurs de Sidor réagirent avec allégresse à cette annonce.

Nous avons publié un communiqué pour expliquer que, nationalisée ou pas, Sidor restait entre les mains des exploités et que les prolétaires ne pouvaient compter sur leur lutte pour obtenir satisfaction sur leurs revendications (2). Nous y expliquions: «Cette nationalisation, pas même une expropriation, payée jusqu'au dernier bolivar, est significative de la politique et de la nature du gouvernement actuel au Venezuela; elle nous indi-

que que nous sommes en présence d'un gouvernement bourgeois classique qui, en tant que tel, a horreur d'attaquer la propriété privée.

Que cette nationalisation soit totale ou partielle ne change rien au sort des travailleurs et à leur exploitation par un patron (dans ce cas l'Etat) national ou étranger. Leur exploitation est due aux lois inhérentes au fonctionnement du mode de production capitaliste: salariat, division du travail, concurrence, marché, etc. (...) Pour se défendre, il n'y a pas d'autre possibilité que la lutte unie des prolétaires contre les capitalistes et leur Etat!»

* * *

Il n'a pas fallu bien longtemps pour que la réalité émerge de l'euphorie abondamment diffusée par toutes les organisations et tous les courants faussement «ouvriers» et «révolutionnaires».

En dépit de tous ces beaux discours sur la nouvelle «entreprise socialiste» qu'allait devenir Sidor, le contrat de travail finalement signé le 6 mai au palais présidentiel entre la direction et SUTISS en présence de Chavez, était bien éloigné des revendications pour lesquelles les travailleurs se mobilisaient depuis des mois: 53 bolívares d'augmentation, mais dont seulement 33 à la signature de l'accord, 10 de plus en novembre et 10 autres l'année prochaine; étant donné que l'inflation galopante dans le pays va rapidement ronger les augmentations futures prévues, cela signifie que le syndicat a encore abaissé ses prétentions par rapport à ce qu'il demandait avant la nationalisation! Une prime au mérite de 10% est obtenue ainsi que le paiement revalorisé des vacances.

Quant aux «externalisés», seuls 800 d'entre eux seront repris par l'entreprise - à peine deux cent de plus que ce qui avait été accepté par Ternium. Et comme par hasard, on apprendra plus tard que ces 800 salariés sont en fait des **vigiles**, chargés de protéger l'entreprise et fliquer les travailleurs...

La nouvelle de la conclusion de cet accord provoqua la stupeur des «externalisés». Ils décidèrent le 7 mai d'occuper les locaux syndicaux pour tenter d'avoir une réponse à leurs questions: pourquoi le syndicat avait abandonné toute une série de revendications, comment seraient choisis les tra-

(Suite en page 8)

Venezuela : Nationalisation de Sidor et «contrôle ouvrier»

(Suite de la page 7)

vailleurs réintégrés, bref, quel allait être leur sort? L'occupation reprit le lendemain, mais dans le climat d'incertitude régnant, les dirigeants syndicaux réussirent à les démobiliser en disant que les négociations aller se mettre en place et que tous les problèmes ne pouvaient se résoudre d'un coup.

Le 12 mai, lors d'une cérémonie de signature de la loi sur la nationalisation de Sidor et de signature du nouveau contrat de travail Chavez reprit le même discours, alternant menaces et promesses.

Maintenant, dit-il, les ouvriers doivent avoir «un nouveau comportement», où le conflit laisse la place à «une relation d'affection et de collaboration, où les différences fraternelles doivent amener à des ententes, comme frères et camarades, parce que devons tous prendre soin des intérêts de la patrie, de la révolution, pour que nous construisions le socialisme à Sidor».

A l'intention des «externalisés» dont il assura qu'il avait leur sort à coeur, il déclara: «ne désespérez pas, ne venez pas me demander d'avoir en un jour ce que vous n'avez pas obtenu en 10 ans»; mais «qu'il ne sorte pas des manipulateurs parmi vous, parce que je les dénoncerai (...). Je n'accepte pas les manipulations ni le chantage [et, vous] les dirigeants ouvriers, attention à ne pas vous laisser emporter par le syndicalisme» [à l'évidence, ce qu'il voulait dire, c'est attention à ne pas trop défendre les intérêts ouvriers].

Il ajouta: «celui qui vient me demander de but en blanc que je signe la réintégration de

5 à 10 000 travailleurs est un fou», suscitant, selon la presse, les applaudissements de l'assistance; la demande de réintégration de tous les travailleurs faisant partie selon lui des «attitudes contre-révolutionnaires» qui existent à Sidor.

Il termina en appelant à «l'union de la classe ouvrière, des Forces Armées, des paysans, des étudiants, de tous les Vénézuéliens, pour que malgré les différences, nous ayons la maturité de mettre au dessus des intérêts particuliers, l'intérêt général qui est la Révolution Bolivarienne» (3).

Outre l'appel classique de tous les bourgeois aux prolétaires pour qu'ils sacrifient leur intérêt de classe à un supposé intérêt général qui n'est jamais autre chose que l'intérêt du capitalisme, on voit que Chavez utilise à fond la très vieille démagogie réformiste selon laquelle la nationalisation = socialisme pour demander aux travailleurs d'abandonner leurs revendications et la lutte, menaçant ceux qui n'obtempéreraient pas, d'être combattus comme **manipulateurs et contre-révolutionnaires**: la nationalisation de Sidor est avant tout une **arme contre les travailleurs!**

Depuis lors, les négociations se poursuivent toujours avec Techint. La nationalisation est en réalité un rachat d'actions suffisant pour que l'Etat vénézuélien ait la majorité absolue des parts, étant entendu que le gouvernement veut laisser une participation minoritaire à l'actionnaire argentin et un poste de directeur pour être sûr qu'il continue ses activités dans le pays. Techint demande un prix qui ne soit pas inférieur à 2400 millions de

dollars pour 50 % des actions; le 15 juillet Chavez, qui disait vouloir négocier à l'amiable, a déclaré qu'un accord de base sur les prix était trouvé; selon la presse vénézuélienne il serait de 2000 millions de dollars, auquel s'ajouteraient des livraisons gratuites de produits.

Le 11 juin Chavez et ses principaux ministres réunissait les 500 patrons les plus importants du pays dans un hôtel luxueux de la capitale. A l'issue de cette réunion dite de «relance productive», toute une série de mesures en faveur des entreprises étaient annoncées; l'objectif était de faire du Venezuela une «puissance moyenne» par une grande «Alliance Stratégique Nationale» avec les capitalistes nationaux.

Pendant que le gouvernement fait ainsi des sourires et des offres sonnantes et trebuchantes aux capitalistes tout en parlant de révolution, les travailleurs continuent à être exploités comme toujours - par les mêmes capitalistes et leurs confrères.

A Sidor, dans la prétendue entreprise «socialiste» (toujours dirigée par la même direction), plus de 8000 travailleurs «externalisés» continuent de travailler dans les mêmes conditions bestiales, attendant toujours que la commission qui devait s'occuper de leur future réintégration se mette en place...

(A suivre)

(1) cf www.aporrea.org/trabajadores/a54788.html

(2) «La nationalisation de Sidor, une victoire pour les ouvriers? Avant ou après sa nationalisation, Sidor restera entre les mains des exploités!», 18 avril 2008.

(3) cf www.soitu.es/soitu/2008/05/12/info/1210629092_485226.html

« Il Comunista » n° 109 - Luglio 2008 Nell'interno

- Ancora crisi economica e finanziaria nella prolungata agonia capitalistica
- Italia: La schedatura nei campi nomadi fa parte di un giro di vite che ha per obiettivo l'intimidazione generale del proletariato
- Contro il peggioramento delle condizioni di vita e di lavoro, riorganizzare la lotta di classe indipendente dal collaborazionismo!
- A proposito del Sessantotto studentesco
- Nota elementare sugli studenti ed il marxismo autentico di sinistra
- I moti proletari del 1898
- A proposito di comunismo, famiglia e matrimonio
- Riazanov, il comunismo e il matrimonio
- Quali saranno le conseguenze della soppressione della proprietà privata?
- Che fine hanno fatto gli aumenti salariali? da anni i sindacati tricolore concordano solo miseria per i proletari! (nostro volantino)
- Elezioni: la destra ha vinto e la sinistra ha perso? ha comunque vinto la classe borghese che attuerà inesorabilmente una politica di lacrime e sangue, in perfetta continuità con il governo di centrosinistra! (nostro volantino)

Journal bimestriel en italien. Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €, 50 FS, £ 12

Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresses e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE 3e liste 2008

Aix: 331,00 / Aurillac: 23,50 / Bastien: 7,50 / Elena: 60,00 / Eric: 7,50 / Franck: 7,50 / Gilbert: 31,00 / Marseille: 7,50 / Millau: 7,50 / Monique: 7,50 / Paris: 650 / Patrick: 7,50 / Peter: 10,00 / Victor: 10,00

Total liste: 1168
Total général: 3206, 55

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyons
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926.
Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5€ / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15€ / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4€ / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32€ / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5€ / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5€ / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27€ / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3€ / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6€ / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

(A suivre)

A propos de 1968 en Italie: Lutte Ouvrière, les étudiants et les «bordiguistes» (1)

«Lutte Ouvrière» a publié sur son n°2082 (27 juin 2008) un article du journal de ses «camarades italiens», «L'Internazionale», consacré au «1968 italien».

On y trouve une description des luttes étudiantes qui avaient commencé dès février 1967 mais qui prirent une grande ampleur au début de l'année 1968; ce mouvement avait ses antécédents selon l'article dans les manifestations violentes de 1960 à Gênes contre un congrès du MSI (parti fasciste) et... la mobilisation «spontanée ou organisée» des étudiants fin 1966 «pour exprimer leur solidarité» lors des inondations catastrophiques de Florence qui firent des dizaines de morts, des milliers de sans-abris et des «dommages incalculables au patrimoine culturel» (1).

L'article explique justement que le nombre d'étudiants dans les universités augmenta fortement en même temps que la croissance économique du capitalisme exigeait des cadres et des emplois très qualifiés: leur nombre passe ainsi de 190 000 en 1946 à 620 000 en 1969. Phénomène, ajouterons-nous, qui n'est pas propre à l'Italie puisqu'il a eu lieu dans tous les grands pays capitalistes européens, ou non: en France le nombre d'étudiants passe de 400 000 à la fin des années cinquante à 600 000 en 1968. Il s'accompagne d'une «démocratisation» de l'accès aux universités: les étudiants ne sont plus seulement les enfants de la bourgeoisie; ils viennent en masse des couches moyennes, et même de certaines catégories de la classe ouvrière et pour eux les études sont la voie sûre de la promotion sociale.

Il arrive souvent que les couches petites-bourgeoises dont la situation est incertaine, ressentent les premières les premiers symptômes des crises économiques et sociales et se mettent en mouvement avant même que puisse le faire la classe ouvrière, sur qui pèse tout le poids des multiples institutions de l'ordre établi.

C'est ce qui s'est passé en 1968 avec les étudiants, suscitant, dans les milieux néostalinien et au delà, la naissance de l'idée selon laquelle ils constituaient une nouvelle classe «révolutionnaire»: l'article d'Amadeo Bordiga que nous avons publié sur ces

colonnes est consacré à la réfutation de cette théorie fumeuse. Si plus personne ne la soutient aujourd'hui telle quelle, elle continue cependant à exister sous une forme atténuée, comme l'illustre l'article dont nous nous occupons, et elle pourrait réapparaître demain (2). Voyons en effet ce que dit «Lutte Ouvrière»:

«En Italie le vieux mécanisme scolaire (...) se trouva en crise du fait du développement impétueux de l'économie d'après-guerre (...). L'école et l'université, construites pour ce monde désormais dépassé par la pleine maturité impérialiste de l'Italie (...) entrèrent en crise en tant qu'instruments de transmission des valeurs bourgeoises aux jeunes générations étudiantes, crise qui porta à l'explosion du mouvement.

Ainsi s'ouvrait la possibilité de conquérir à la cause du prolétariat une génération de futurs intellectuels qui sinon, de façon «naturelle», allaient finir par se mettre au service de la bourgeoisie pour renforcer sa domination.

L'occasion fut perdue pour l'essentiel, du fait de l'absence d'une avant-garde révolutionnaire (...) ayant des idées et un programme clair, pour la construction du parti».

En effet, selon l'article, «les groupes de l'opposition antistalinienne, qui n'avaient survécu après la Seconde Guerre mondiale que comme minorités restreintes, ne réussirent pas à se renforcer et à se régénérer avec l'explosion du mouvement». D'un côté, engagés dans la pratique de l'«entrisme» (c'est-à-dire ayant adhéré plus ou moins clandestinement aux organisations réformistes pour y recruter des militants), les trotskystes n'avaient pas d'organisation autonome qui leur aurait permis d'intervenir de manière coordonnée dans le mouvement. De l'autre, «la tendance bordiguiste «liquida» le mouvement comme un phénomène de protestation d'«intellectuels petits-bourgeois réactionnaires». En conséquence, «une grande part des protagonistes de 1968, ceux qui n'abandonnèrent pas la politique, furent rapidement récupérés par la bourgeoisie et par ses partis».

Eternel volontarisme idéaliste du trotskysme: il suffirait d'une bonne organisation,

doté d'un «bon» programme (lequel? l'article n'en dit rien), intervenant «de manière coordonnée» pour changer la **nature de classe** d'un mouvement, au point de se servir des petits-bourgeois pour accélérer la constitution du parti prolétarien! Car enfin si la «grande part» des «protagonistes de 1968» qui n'abandonnèrent pas la politique se retrouveraient rapidement du côté de la bourgeoisie et de ses partis, ce phénomène est si général qu'il ne peut s'expliquer que par des **déterminations sociales**, de classe, et non pas par l'absence d'intervention d'organisations politiques révolutionnaires.

D'ailleurs il existe un contre-exemple pour le démontrer: en France les organisations trotskystes (que l'article évidemment considère comme révolutionnaires) intervinrent bel et bien dans le mouvement étudiant, sans que le résultat final soit différent.

Et on peut trouver encore un autre contre-exemple: les camarades de Lutte Ouvrière qui publient «L'Internazionale» sont une scission du groupe «Lotta Comunista» (avec lequel L.O. eut quelques rapports au début des années 70). «Lotta Comunista» intervenait alors assidûment dans le mouvement étudiant au point par exemple de se vanter encore aujourd'hui sa «position hégémonique» dans ce mouvement dans la région de Gênes; quels ont été les résultats de cette intervention? Quel bilan en tire «L'Internazionale»? Le lecteur n'en saura rien...

A la fin des années soixante, avec les premiers signes de ralentissement de l'expansion économique, la surproduction de diplômés commençait à apparaître de façon évidente. En conséquence, les perspectives de promotion sociale n'étaient plus garanties pour les étudiants, et ceci d'autant plus que les autorités tendaient à mettre en place dans les divers pays des mesures de «sélection» pour adapter l'offre de diplômés à la demande économique. Derrière des mots d'ordre généraux confus du style «Accès la culture pour tous», «Université populaire», les étudiants de cette époque luttèrent en fait contre les obstacles qui entravaient leurs chances d'intégrer les rangs bourgeois et contre les menaces, encore vagues, de prolétarisation.

(A suivre)